

Rapport de Branche

Du travail temporaire

Rapport 2018 sur les données 2017

SOMMAIRE

SOURCES ET METHODES.....	4 à 5
1 BILAN ECONOMIQUE.....	6
1.1 L'EMPLOI INTERIMAIRE.....	7 à 11
1.2 LA MASSE SALARIALE DE LA PROFESSION.....	12
1.3 L'ACTIVITÉ DE RECRUTEMENT.....	12 à 14
2 LES SALAIRES PERMANENTS.....	15
2.1 LES EFFECTIFS AU 31.12.2017.....	16
2.2 LA STRUCTURE DES EFFECTIFS.....	17 à 24
2.3 LES MOUVEMENTS DU PERSONNEL.....	25 à 28
2.4 CONDITIONS D'EXERCICE DU TRAVAIL.....	29 à 32
2.5 SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL.....	33 à 34
2.6 LA FORMATION.....	35 à 36
2.7 LES REMUNERATIONS.....	37
3 LES SALARIÉS INTÉRIMAIRES.....	38
3.1 LES EFFECTIFS ET HEURES TRAVAILLÉES.....	39 à 50
3.2 LES MISSIONS ET L'EMPLOI EN INTERIM EN 2017.....	51 à 55
3.3 LES SALAIRES EN CDI INTERIMAIRE.....	56 à 58
4. ANNEXES.....	59

La Branche et ses salariés

Cette édition du **rapport de branche du travail temporaire** propose un état des lieux de la profession à l'issue de **l'année 2017**

Le poids économique de la profession

Les salariés permanents

Les salariés intérimaires

Plusieurs sources sont utilisées pour la production de ce rapport, permettant de multiplier les angles d'analyse (ETP, individus, heures, régions, départements, etc).

Sources et méthode : les bilans sociaux

Phase préliminaire

- Collecte des informations disponibles (INSEE ; DARES, PRISM'EMPLOI, I+C, FASTT...)
- Préparation des fichiers d'interrogation et des indicateurs

Collecte des bilans sociaux

- Sollicitation des entreprises pour obtenir leurs bilans sociaux (routage du mail de participation par PRISM'EMPLOI)
- Relances téléphoniques et e-mails
- 79 participations collectées
- Représentativité de l'échantillon : 69 % en termes de salariés

Saisie

- Création d'une base de données à partir des indicateurs communs aux bilans sociaux collectés

Traitement - Analyse

- Traitement statistique des informations et analyse des résultats
- Rédaction et présentation du rapport

Fichier PRISM'EMPLOI : 600 entreprises

Entreprises de 300 salariés et plus

Entreprises de moins de 300 salariés

Entreprises réalisant un bilan social :

3 % du fichier

Entreprises structurées en multiples structures de moins de 300 salariés et ne réalisant pas de bilan social :

7 % du fichier

Entreprises ne réalisant pas de bilan social :

90 % du fichier

17 participations
(17 participations)

12 participations via une trame Excel regroupant les indicateurs d'un bilan social (12 participations) et 50 participations via un questionnaire plus accessible regroupant les principaux indicateurs

soit 79 participations permettant d'aboutir à un taux de représentativité de 69 % en termes de salariés
(29 participations pour 67,5 % de représentativité)

Au regard des bilans sociaux transmis et des historiques modifiés (2015 et 2016), l'historique des indicateurs suivants a été corrigé :

- Le nombre de salariés handicapés au 31.12
- Les jours d'absence
- Le nombre d'accidents du travail

Sources et méthode : les données de la mutuelle

Les indicateurs issus du concentrateur d'heures géré par S2H ont été transmis à l'OIR.

Les données sont quasi exhaustives et représentent près de 98% des salariés intérimaires.

Cette source nouvelle (depuis 2016) permet de dresser un panorama précis des heures travaillées par les intérimaires en fonction de leur âge, leur sexe, leur localisation géographique. Elle permet également une analyse de la saisonnalité de l'emploi dans l'intérim.

Comme en 2016, les intérimaires sont comptés **individuellement** dans ces indicateurs, et non en ETP (équivalent temps plein) comme c'est le cas dans les données de la Dares.

Cette source nous permet ainsi d'avoir une vision de la réalité de l'emploi des personnes en intérim en 2017. Des évolutions annuelles pourront être présentées dans les années à venir.

Sources et méthode : les données de la Dares

Historiquement, pour construire les statistiques de l'intérim, la Dares exploitait les relevés mensuels de mission (RMM) adressés à Pôle emploi par les établissements de travail temporaire. Depuis mi-2016, cette source historique est progressivement remplacée par la nouvelle déclaration sociale nominative (DSN). À partir de ces informations, la Dares élabore divers indicateurs mensuels, trimestriels et annuels. Ces statistiques intègrent désormais les CDI intérimaires.

Nous avons utilisé des données Dares pour les indicateurs suivants :

- le nombre de CDI intérimaires en fin de mois
- le volume de travail temporaire (en ETP au cours du mois) par secteur d'activité
- les contrats conclus au cours du mois
- le taux de recours au travail temporaire

Sources et méthode : autres sources

L'indicateur I+C pour le chiffre d'affaires et les heures prestées repose sur un échantillon constant d'entreprises de travail temporaire adhérentes à Prism'emploi et représentatives de la profession (80% chiffre d'affaires du secteur). Les entreprises du panel communiquent leur chiffre d'affaires hors taxes et le volume des heures facturées correspondantes pour chaque mois écoulé.

Un taux d'évolution brut (par rapport au même mois de l'année précédente) est calculé à partir de la compilation des données et un taux d'évolution corrigé des jours ouvrables (cjo) est précisé afin de tenir compte d'éventuels « effets calendaires ». En effet, deux mêmes mois d'années successives peuvent comporter un nombre de jours ouvrables ou « facturables » (du lundi au vendredi) différents.

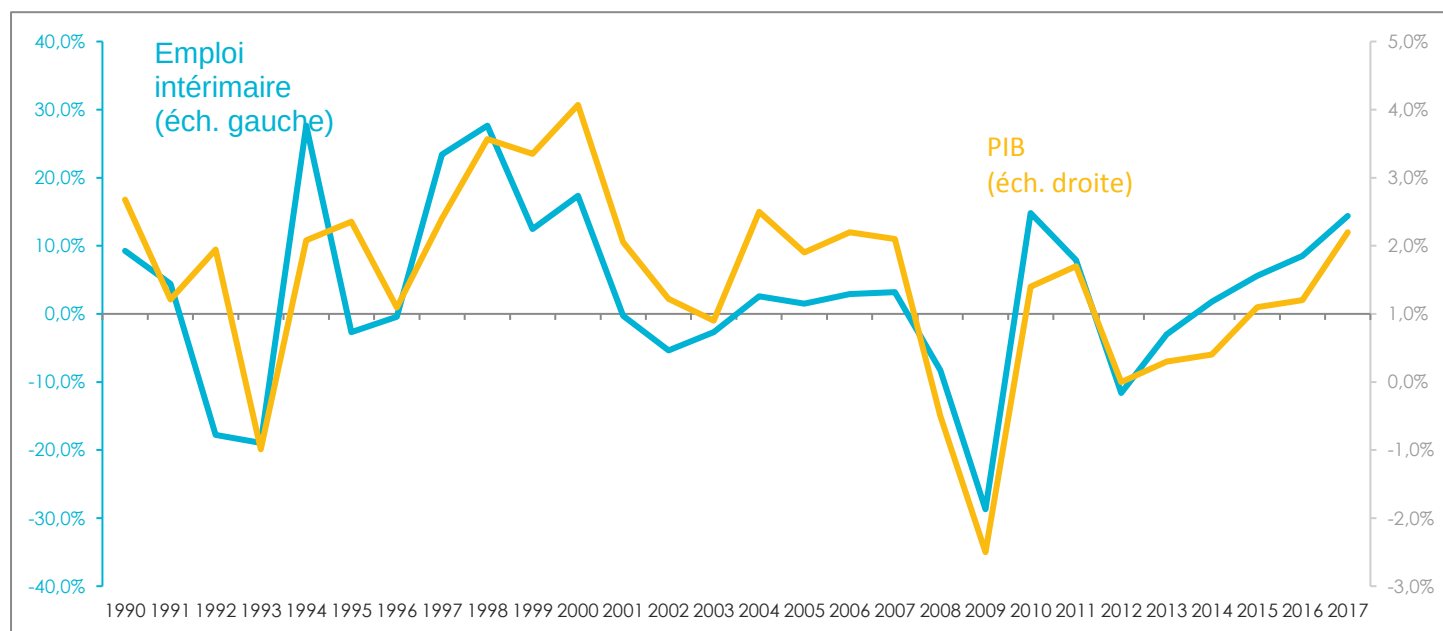
Plusieurs facteurs peuvent induire des écarts entre l'évolution du chiffre d'affaires et celle du volume des heures prestées et tout particulièrement :

- l'augmentation du niveau de salaire et du SMIC
- l'élévation du niveau des qualifications des intérimaires.

Source : Prism'emploi

1. Bilan économique

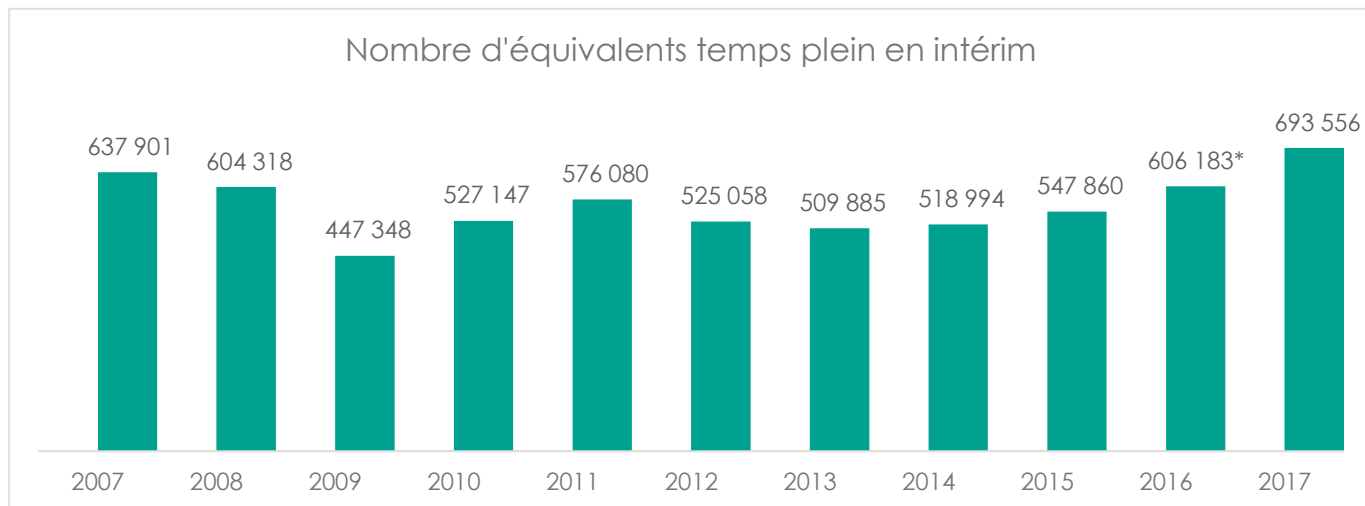
1.1 L'EMPLOI INTERIMAIRE



Source : Insee/Dares

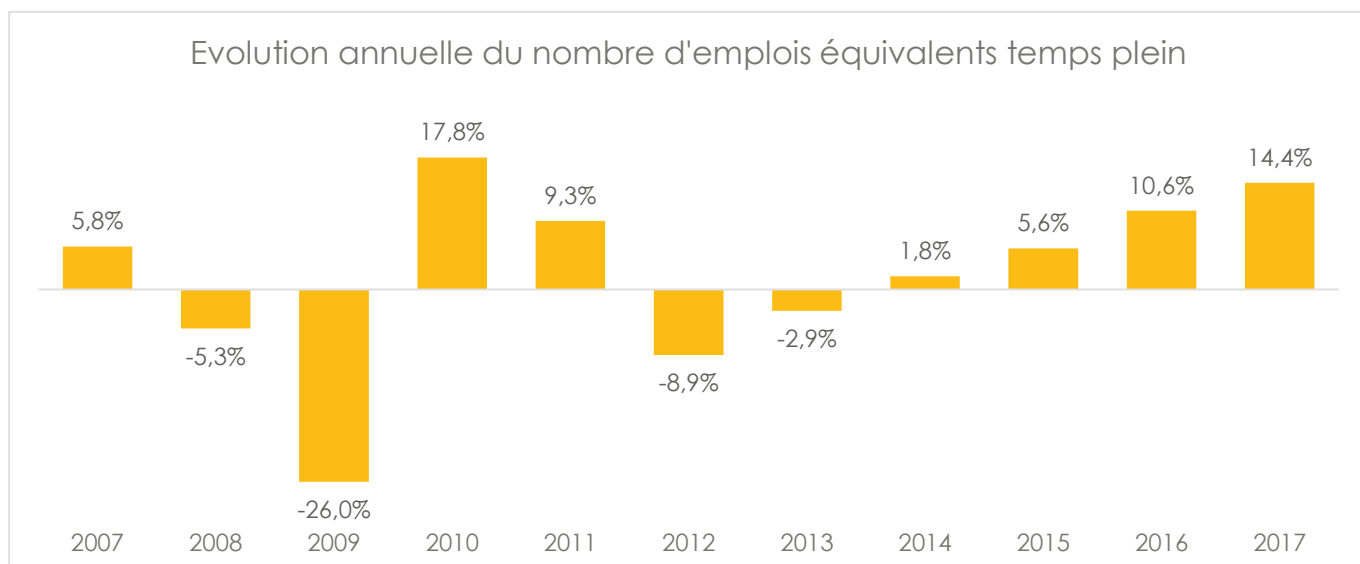
*PIB en volume (prix chaînés, base 2000)

1.1 L'EMPLOI INTERIMAIRE



* les données 2016 ont été révisées

Source : Dares

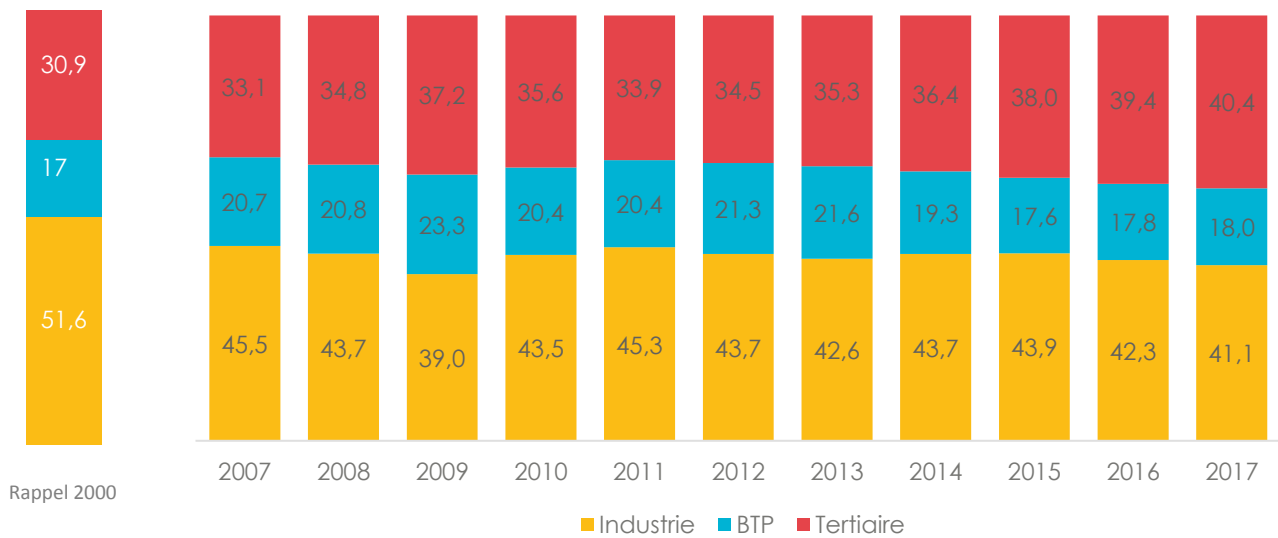


Source : Dares

1.1 L'EMPLOI INTERIMAIRE

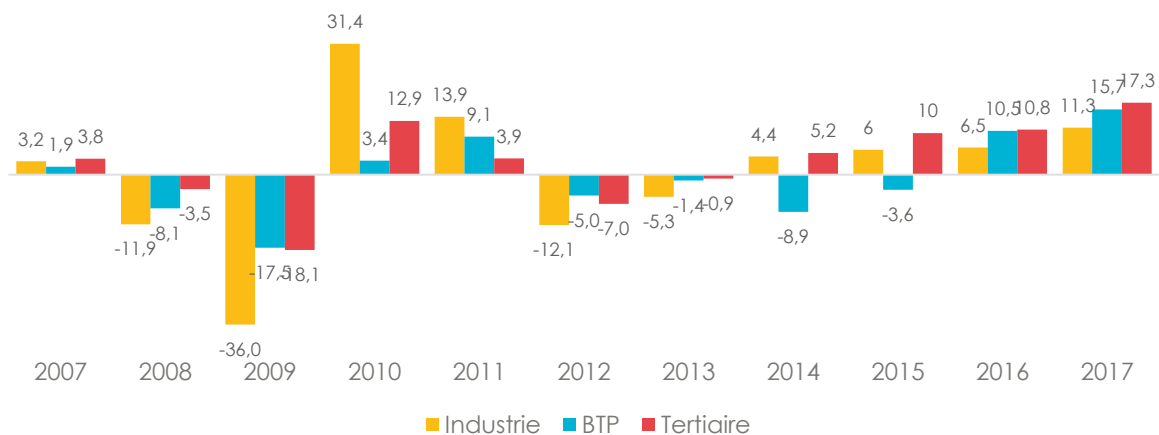
En 15 ans, la part de l'industrie a diminué de 9 points tandis que la part du tertiaire s'est accrue de 8 points.

Répartition de l'emploi intérimaire par secteur (%)



Source : Dares

Taux d'évolution annuel de l'emploi intérimaire par secteur (%)

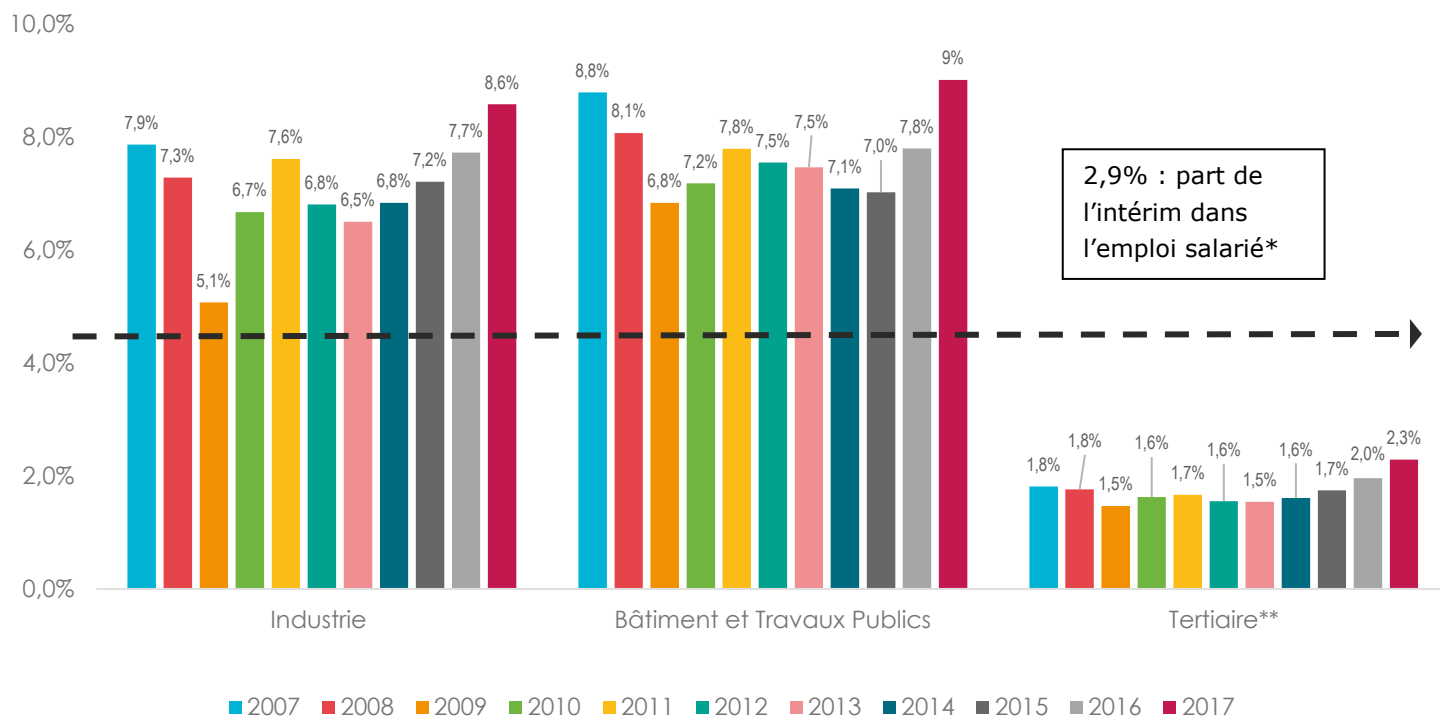


Source : Dares

1.1 L'EMPLOI INTERIMAIRE

En 2017, la part de l'intérim dans l'emploi salarié* s'élève à 2,9%. Le recours au travail temporaire atteint 8,6% dans le secteur du BTP et 9% dans les secteurs de l'industrie.

Taux de recours à l'intérim par grand secteur de 2007 à 2017



Source : Dares

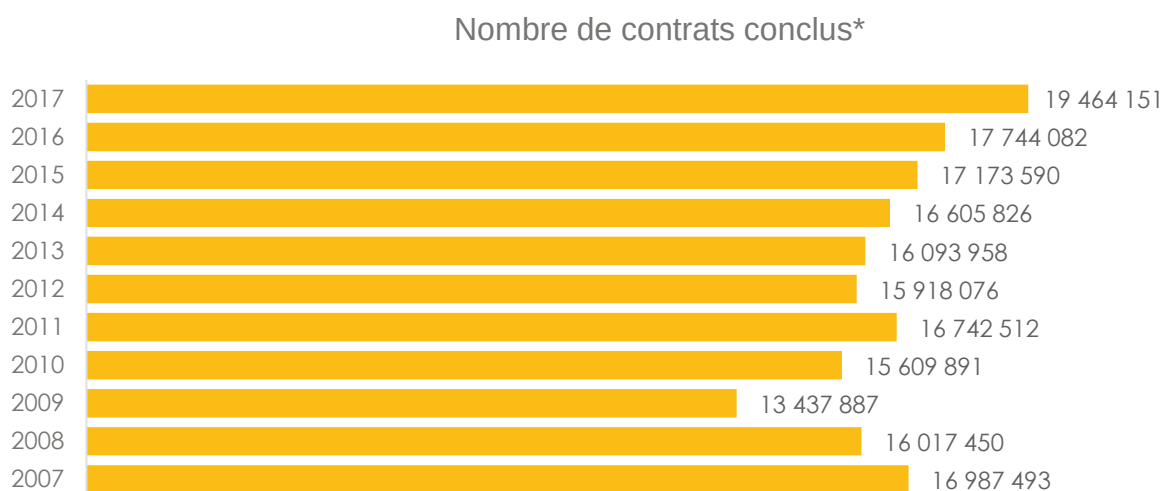
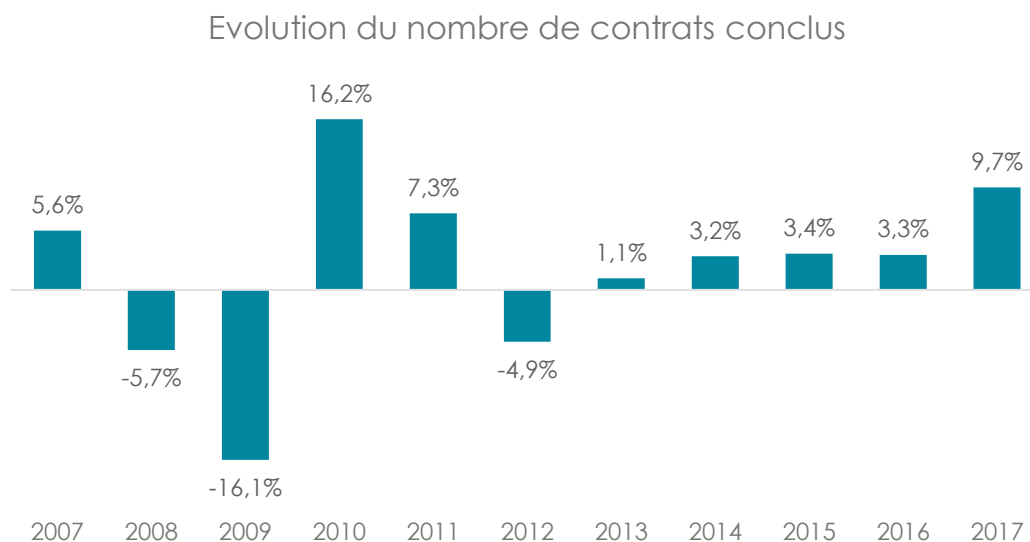
* l'emploi salarié observé par la DARES correspond au secteur « concurrentiel » regroupant en plus des secteurs principalement marchands, la partie privée des secteurs non marchands. L'emploi salarié compte pour environ 65% de la population active

(Le taux de recours annuel à l'intérim est une moyenne mobile d'ordre quatre des taux de recours trimestriels à l'intérim)

** **Tertiaire**: tertiaire marchand à l'exclusion du secteur « administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale »

1.1 L'EMPLOI INTERIMAIRE

En 2017, le nombre de contrats conclus croît de 9,7%.



Source : Dares

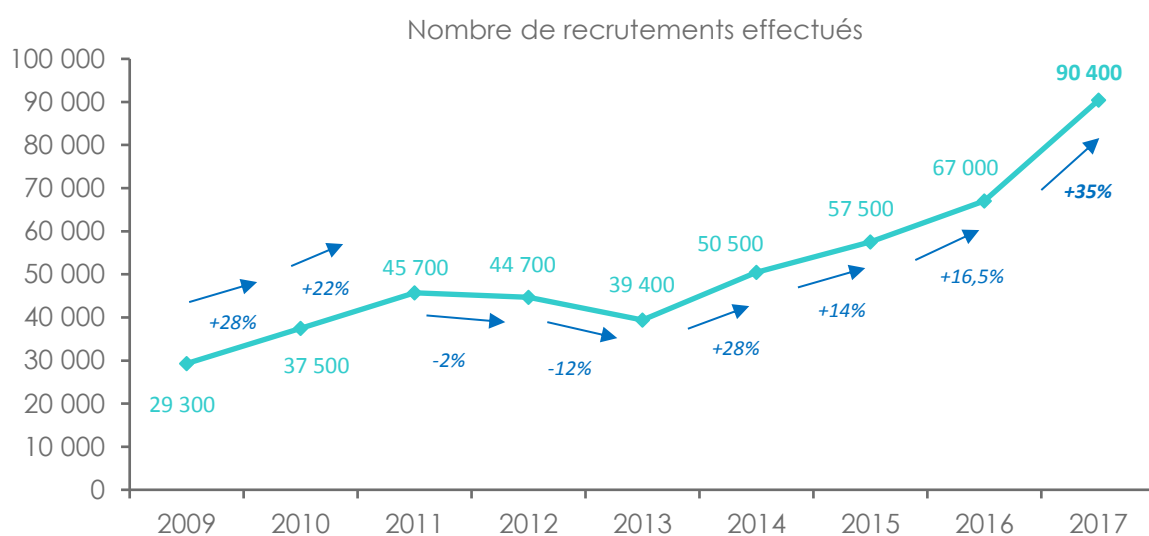
* Contrats conclus au cours du mois : missions dont la date de début appartient au mois.

1.2 LA MASSE SALARIALE DE LA PROFESSION

Masse salariale Travail Temporaire	€
2015	16 029 600 087
2016	17 644 676 216
2017	20 093 160 269

1.3 L'ACTIVITÉ DE RECRUTEMENT

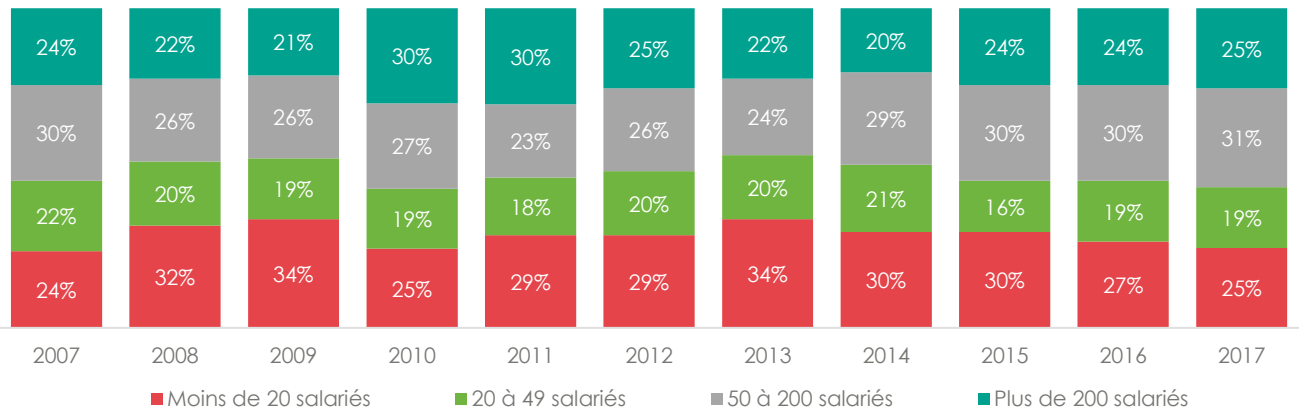
En 2017, les agences d'emploi ont réalisé 90 400 recrutements. Il s'agit des recrutements en CDD et CDI réalisés par les agences d'emploi (hors filiales dédiées) en 2017. Le chiffre d'affaires de l'activité de recrutement s'élève à 215.5 millions d'euros.



Source : I+C

1.3 L'ACTIVITÉ DE RECRUTEMENT

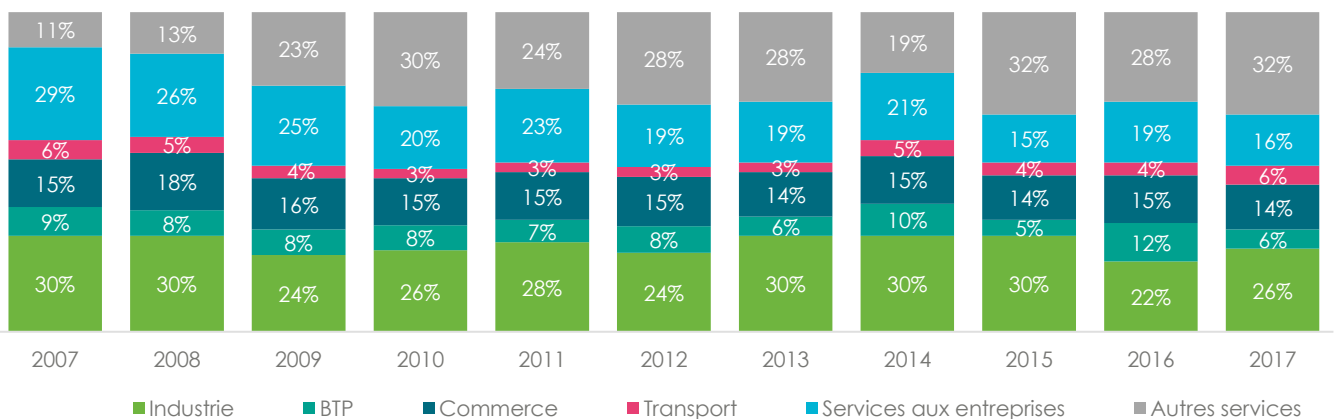
Répartition du nombre de recrutements selon le secteur d'activité de
2007 à 2017



Source : I+C

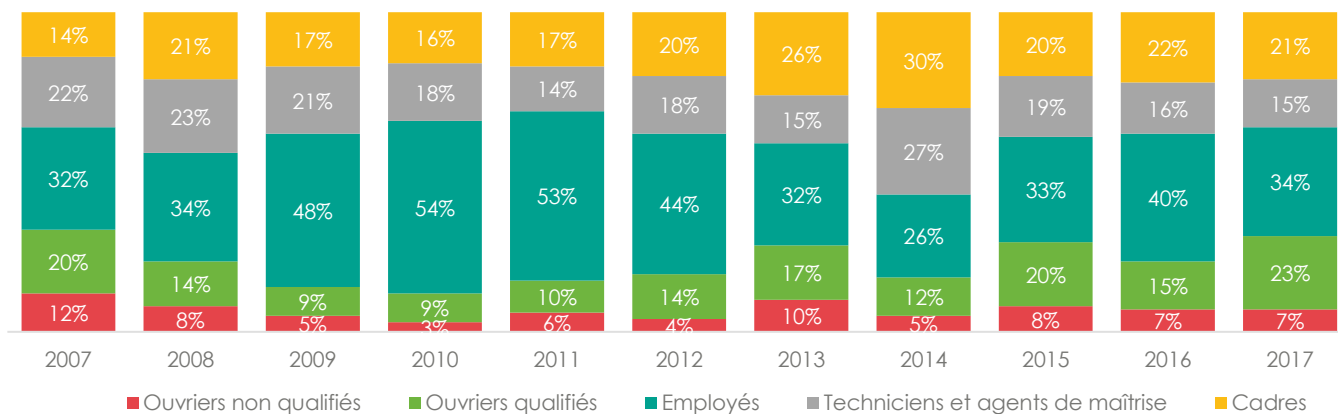
En 2017, les recrutements diminuent dans le BTP passant de 12% à 6% des contrats conclus.
Le secteur tertiaire représente 68% des recrutements.

Répartition du nombre de recrutements selon le secteur d'activité de
2007 à 2017



1.3 L'ACTIVITÉ DE RECRUTEMENT

Répartition du nombre de recrutements selon le secteur d'activité de
2007 à 2017



Source : I+C

2. Les salariés permanents

Les salariés dits « permanents » sont les professionnels du recrutement et de l'intérim travaillant de façon fixe (non intérimaire) dans les agences d'emploi ou les sièges des ETT.

2.1 LES EFFECTIFS AU 31.12.2017

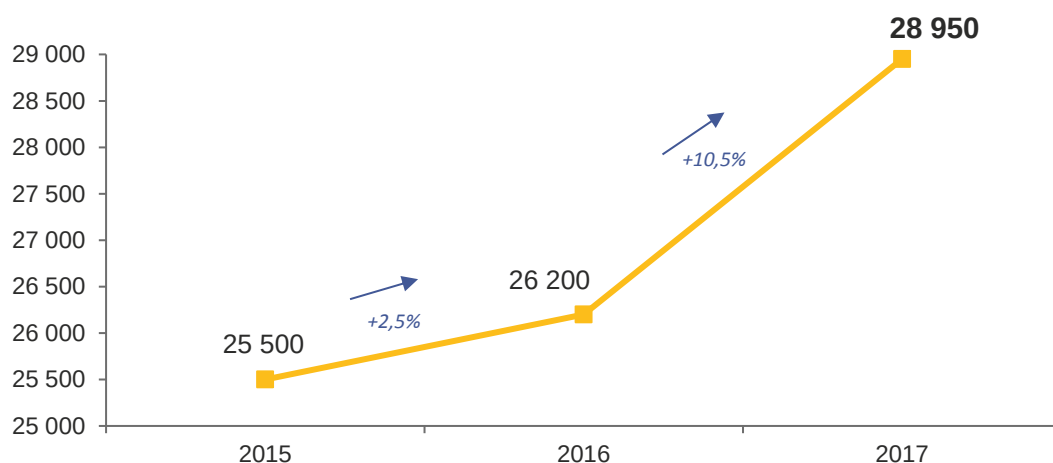
28 950 salariés permanents

Nombre de salariés permanents présents au 31.12.2017,
soit un effectif moyen mensuel de 25 950



Évolution du nombre de
permanents 2017/2016

Evolution 2015-2017 du nombre de salariés permanents présents au 31.12



220 travailleurs extérieurs (prestataires)

Nombre de travailleurs extérieurs dans la profession en 2017 (250 en 2016)

7 100 stagiaires

Nombre de stagiaires en 2017 (6 400 en 2016)

2.2 LA STRUCTURE DES EFFECTIFS

Selon le sexe et la CSP

La profession atteint presque 29 000 salariés permanents au 31.12.2017, ce qui correspond à une vive progression de 10,5% par rapport à 2016.

Bien qu'essentiellement composée de femmes, la profession tend à se masculiniser (21,5%) et la part des non cadres à s'accroître (63%). Pour autant, si 56% des hommes sont cadres, seulement 32% des femmes sont dans ce cas.

Répartition des salariés permanents présents au 31.12.2017 selon leur sexe

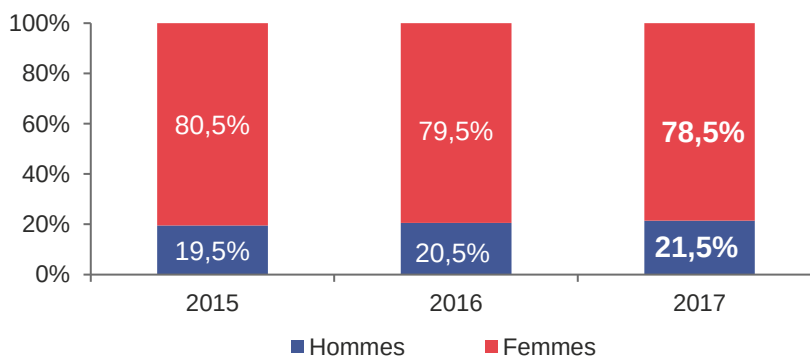


78,5 %
22 750 salariées



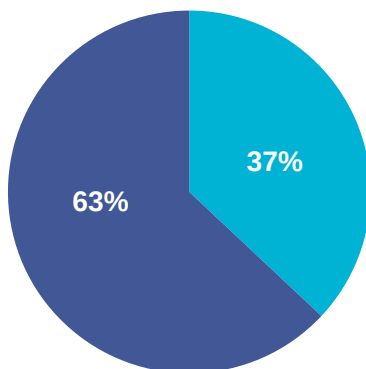
21,5 %
6 200 salariés

Evolution 2015-2017



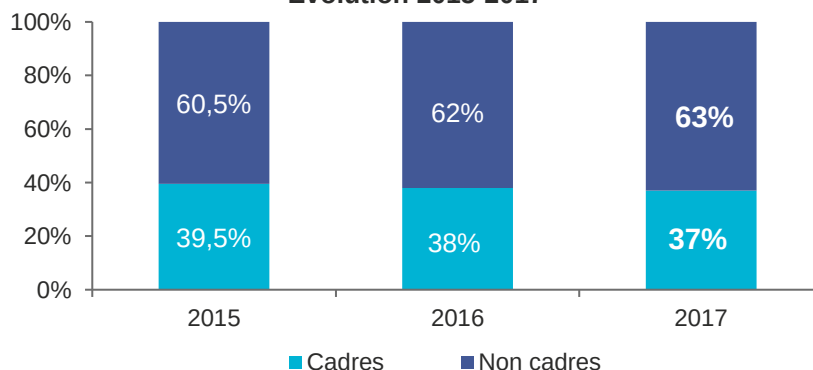
Répartition des salariés permanents présents en fin d'année 2017 selon leur CSP

Non cadres
18 250 salariés

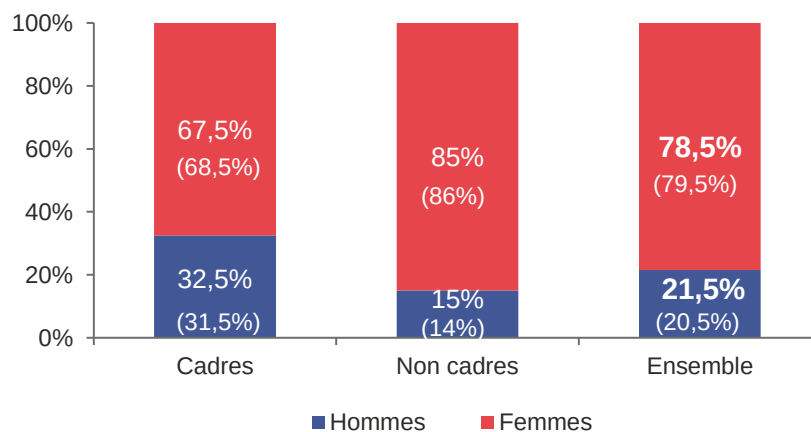


Cadres
10 700 salariés

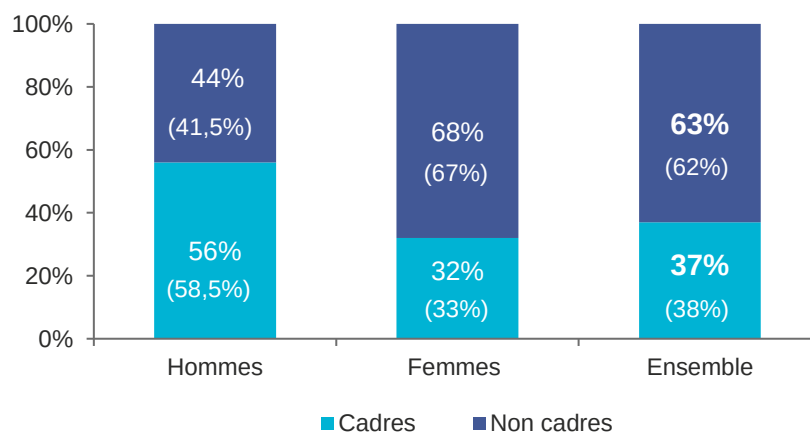
Evolution 2015-2017



Sexe selon la CSP des salariés permanents



CSP selon le sexe des salariés permanents



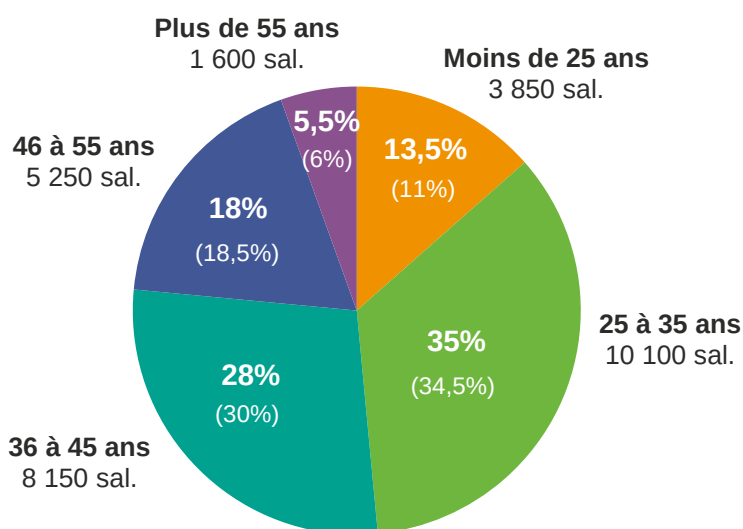
Figurent entre parenthèses les données 2016

2.2 LA STRUCTURE DES EFFECTIFS

Selon l'âge

L'âge moyen s'élève à 37 ans au 31.12.2017, soit un an de moins que l'année précédente. Près de la moitié des salariés permanents (48,5% exactement) a moins de 36 ans. Le personnel âgé de 46 ans et plus représente moins du quart de l'effectif.

Répartition des salariés permanents présents au 31.12.2017 selon leur âge

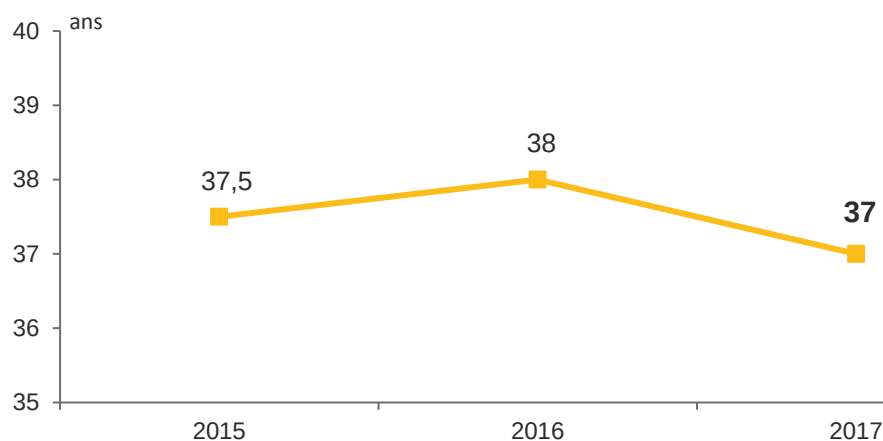


Figurent entre parenthèses les données 2016

37 ans

Âge moyen des salariés permanents présents au 31.12.2017

Evolution 2015-2017 de l'âge moyen des salariés permanents présents au 31.12

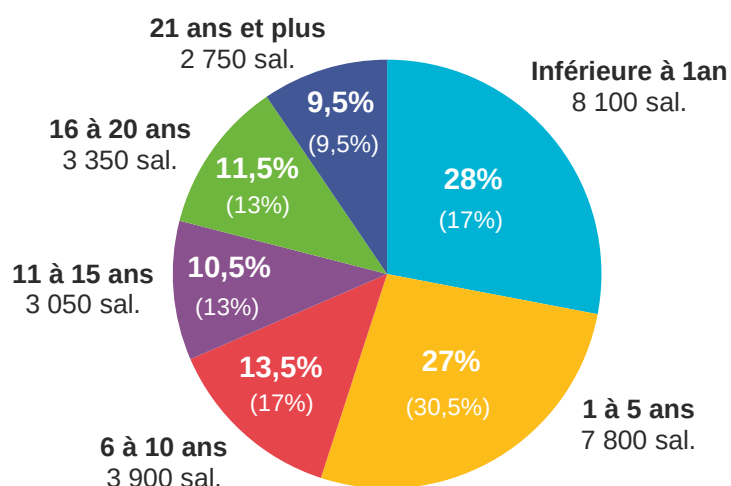


2.2 LA STRUCTURE DES EFFECTIFS

Selon l'ancienneté

L'ancienneté moyenne des salariés permanents est de 8 ans au 31.12.2017 contre 9 ans un an auparavant. Désormais, 28% des permanents ont moins d'un an d'ancienneté, contre 21% plus de 15 ans. Les cadres conservent une ancienneté (11 ans) nettement supérieure à celle des non cadres (6 ans).

Répartition des salariés permanents présents au 31.12.2017 selon leur ancienneté



Figurent entre parenthèses les données 2016

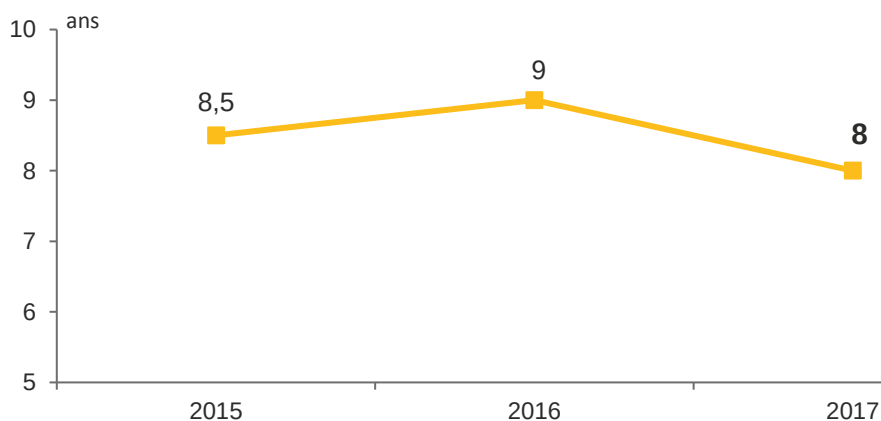
8 ans

Ancienneté moyenne des salariés permanents
présents au 31.12.2017

Ancienneté moyenne
selon la CSP des permanents

Cadres	11 ans
Non cadres	6 ans
Ensemble	8 ans

Evolution 2015-2017 de l'ancienneté moyenne des salariés permanents présents au 31.12

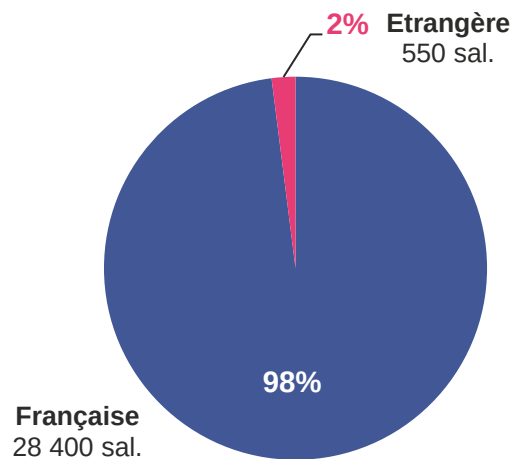


2.2 LA STRUCTURE DES EFFECTIFS

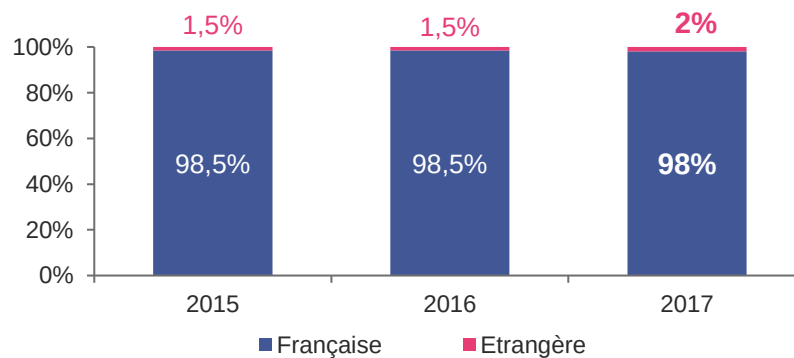
Selon la nationalité

Comme précédemment, la quasi-totalité des travailleurs permanents a la nationalité française (98%). La part de salariés étrangers reste très légèrement supérieure parmi les non cadres.

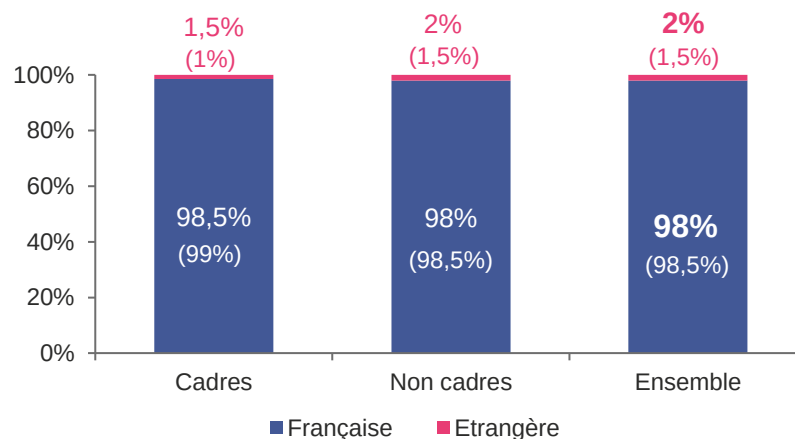
Répartition des salariés permanents présents au 31.12.2017 selon leur nationalité



Evolution 2015-2017



Nationalité selon la CSP des permanents



Figurent entre parenthèses les données 2016

2.2 LA STRUCTURE DES EFFECTIFS

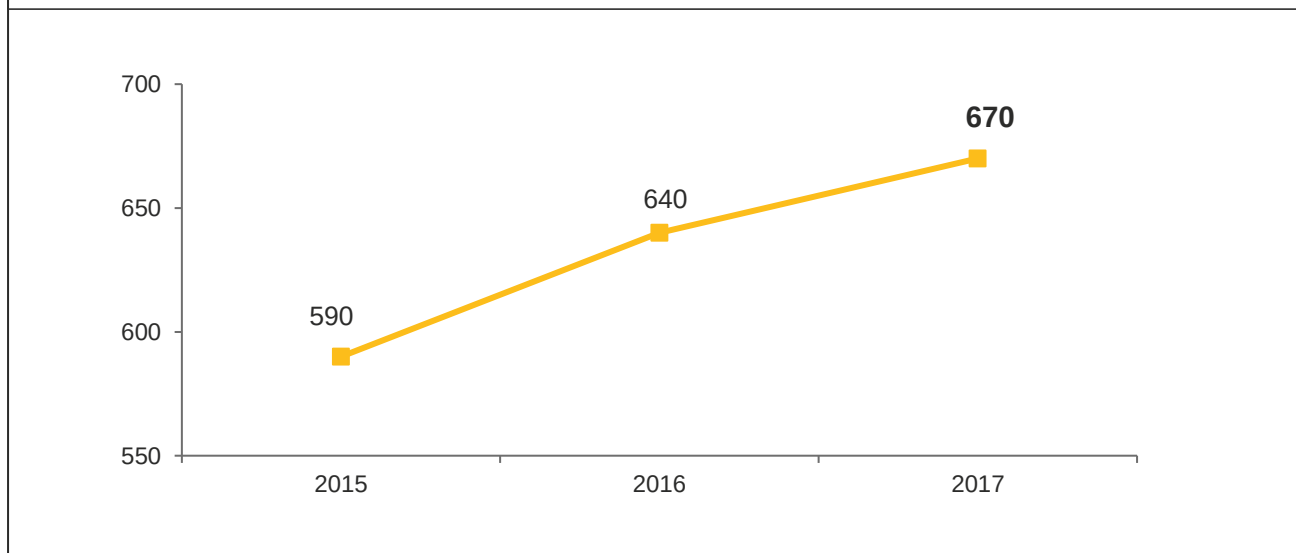
Salariés en situation de handicap

670 salariés handicapés

Soit **2,3 %** des salariés présents au 31.12.2017 (2,4 % en 2016)

Avec 670 salariés au 31.12.2017, la proportion de salariés handicapés marque un léger tassement pour s'établir à 2,3 % de l'effectif total.

Evolution 2015-2017 du nombre salariés handicapés présents au 31.12



< 0,5 %

Proportion de salariés handicapés suite à un accident de travail

2.2 LA STRUCTURE DES EFFECTIFS

Selon leur niveau de classification

Répartition des salariés permanents présents au 31.12.2017 selon leur niveau

Niveau A	1 %	(0,5 %)
Niveau B	2,5 %	(1,5 %)
Niveau C	23 %	(20,5 %)
Niveau D	11,5 %	(12,5 %)
Niveau E	21 %	(22 %)
Niveau F	7,5 %	(9,5 %)
Niveau G	20 %	(20 %)
Niveau H	6 %	(6,5 %)
Niveau I	3 %	(3 %)
Niveau J	3 %	(2,5 %)
Niveau K	1 %	(1 %)
Niveau L	0,5 %	(< 0,5 %)
Niveau M	< 0,5 %	(< 0,5 %)
Ensemble	100 %	(100 %)

Pour consulter la grille des emplois-repères de la classification, se référer aux annexes p75.

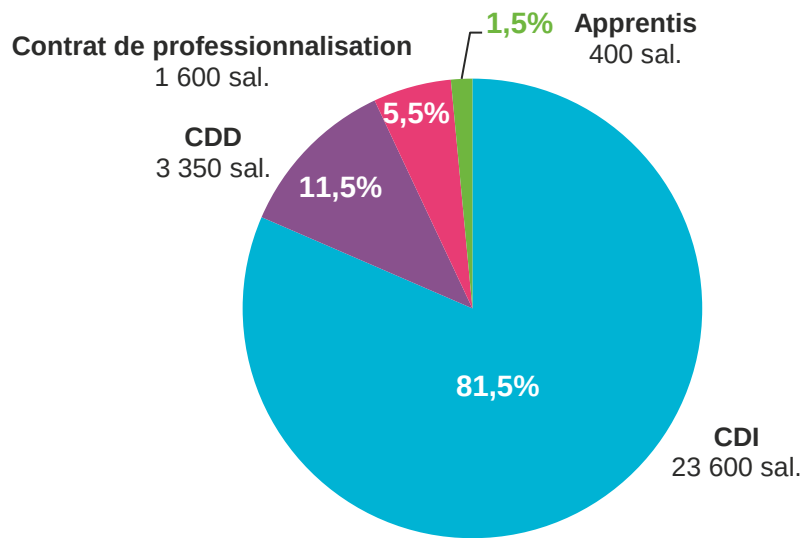
Figurent entre parenthèses les données 2016

2.2 LA STRUCTURE DES EFFECTIFS

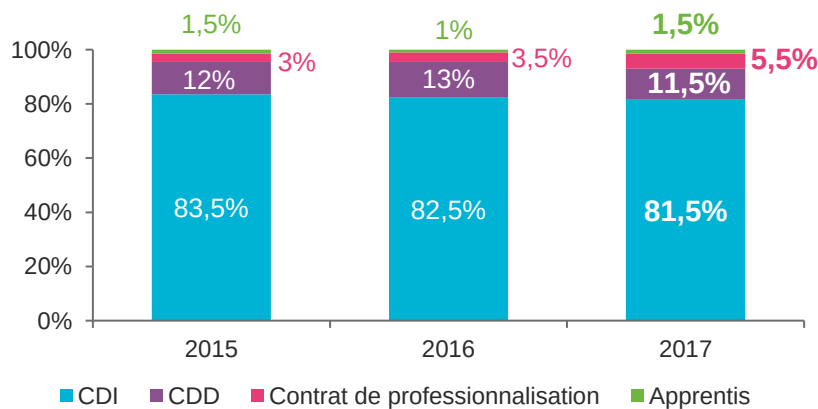
Selon le type de contrat

Au 31.12.2017, 81,5% des salariés permanents sont en CDI, soit un point de moins à un an d'intervalle. La part des CDD tend également à se réduire (11,5%) au bénéfice des contrats alternants (apprentissage et professionnalisation) qui atteignent 7% de l'effectif total.

Répartition des salariés permanents présents au 31.12.2017 selon leur contrat



Evolution 2015-2017



2.3 LES MOUVEMENTS DU PERSONNEL

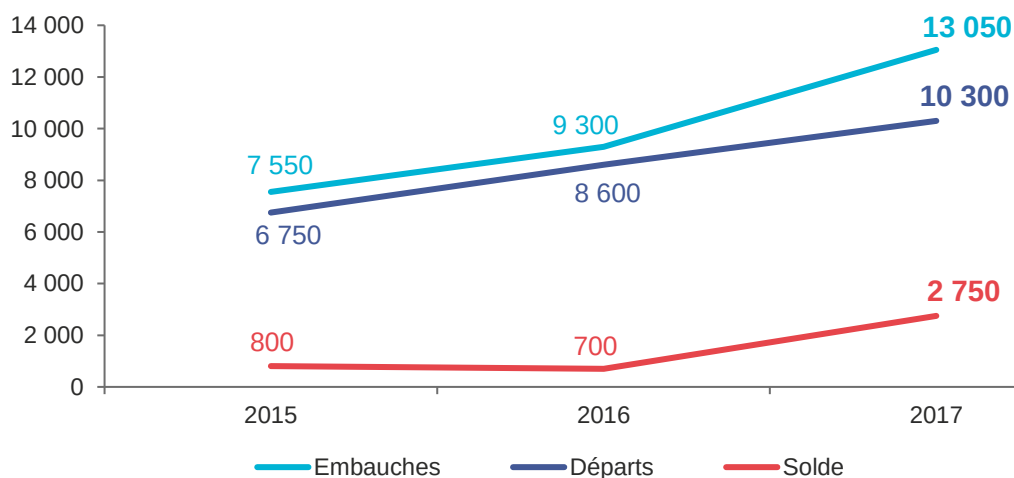
13 050 embauchesSoit un taux d'embauche ⁽¹⁾ de **45 %****10 300** départsSoit un taux de départ ⁽²⁾ de **35,5 %**

SOLDE EMBAUCHES-DÉPARTS EN 2017

+ 2 750 salariés entre 2016 et 2017Soit une augmentation de **10,5 %**Détail des taux d'embauches ⁽¹⁾ et de départs ⁽²⁾ selon la CSP des permanents

	Cadres	Non cadres	Ensemble
Taux d'embauche ⁽¹⁾	16 %	65 %	45 %
Taux de départ ⁽²⁾	9 %	53,5 %	35,5 %
Solde	+ 7 %	+ 12,5 %	+ 10,5 %

Evolution 2015-2017 des embauches et des départs

⁽¹⁾ nombre d'embauches en 2017 rapporté au nombre de salariés présents au 31 décembre 2017⁽²⁾ nombre de départs en 2017 rapporté au nombre de salariés présents au 31 décembre 2017

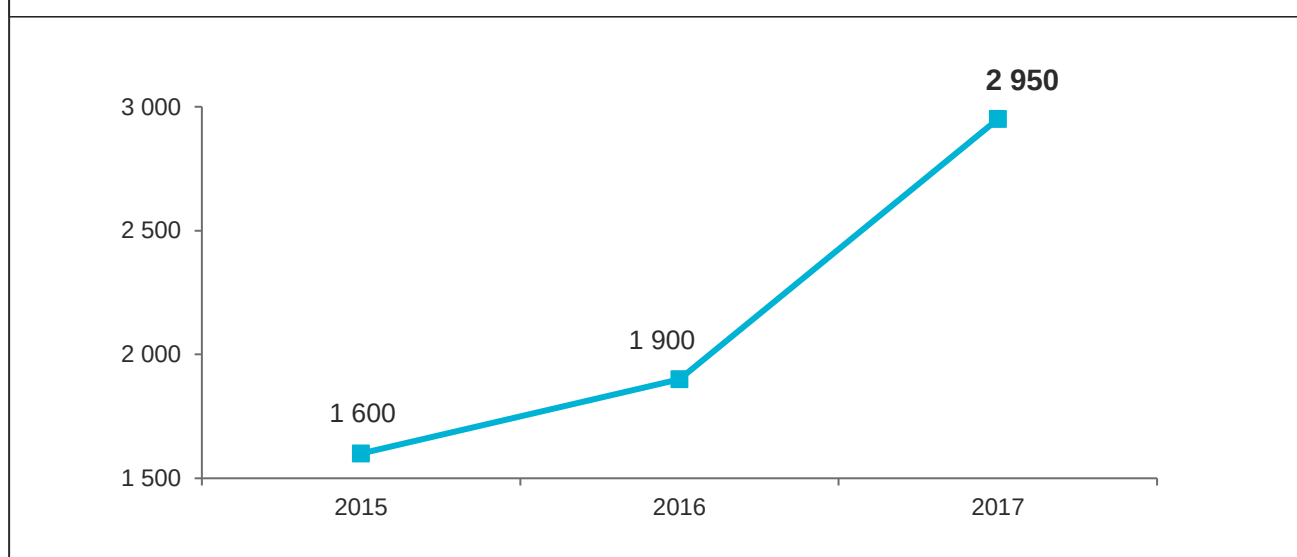
2.3 LES MOUVEMENTS DU PERSONNEL

Les embauches

2 950 embauches de moins de 25 ans

Soit **22,5%** des embauches de salariés permanents en 2017

Evolution 2015-2017 des embauches de moins de 25 ans



2.3 LES MOUVEMENTS DU PERSONNEL

Les départs

En 2017, bien qu'en retrait à un an d'intervalle, les fins de CDD représentent toujours la première cause de départ (49%). Ce motif reste sensiblement plus élevé au sein des non cadres que des cadres.

Les démissions, mais surtout les fins de période d'essai progressent sensiblement et atteignent 30% des départs.

Les ruptures conventionnelles représentent 10% des départs, mais montent à 24% au sein de la population des cadres.

Répartition des départs selon le motif				
	Cadres	Non cadres	Ensemble	Rappel 2016
Démission	29 % (27 %)	16 % (13 %)	17 %	15 %
Fin de période d'essai	16 % (17 %)	12 % (7,5 %)	13 %	8,5 %
Licenciement économique	< 0,5 % (0,5 %)	< 0,5 % (0,5 %)	< 0,5 %	0,5 %
Licenciement autres	13,5 % (14 %)	4 % (4 %)	5,5 %	5,5 %
Rupture conventionnelle	24 % (23 %)	7,5 % (6,5 %)	10 %	9 %
Retraite	4,5 % (3 %)	0,5 % (< 0,5 %)	1,5 %	1 %
Décès	< 0,5 % (0,5 %)	< 0,5 % (< 0,5 %)	< 0,5 %	< 0,5 %
Fin de CDD	9 % (11,5 %)	56 % (67 %)	49 %	59 %
Autres	4 % (3,5 %)	4 % (1,5 %)	4 %	1,5 %
Ensemble	100 % (100 %)	100 % (100 %)	100 %	100 %

Figurent entre parenthèses les données 2016

2.3 LES MOUVEMENTS DU PERSONNEL

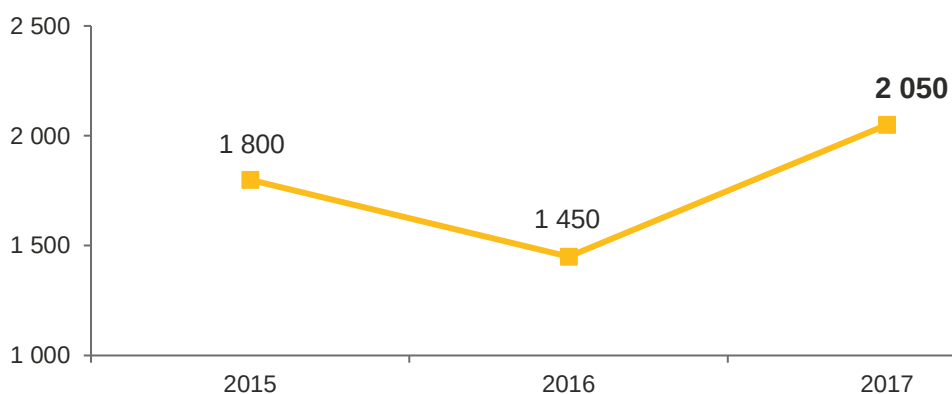
Les promotions

En 2017, les promotions ont été plus fréquentes : elles concernent 7% de l'effectif permanent, soit plus de 2 000 personnes. Conformément à la structure des effectifs salariés, près de 8 promus sur dix sont des femmes.

2 050 promotions en 2017

Soit **7 %** des salariés permanents présents au 31.12.2017

Evolution 2015-2017 des promotions



Promotions selon le sexe des salariés* permanents

	Pourcentage	Rappel 2016
Hommes	20,5 %	20 %
Femmes	79,5 %	80 %
Ensemble	100 %	100 %



* Le taux de représentativité est de **31%**.
Ces données sont indiquées à titre informatif.

Promotions selon la CSP des salariés permanents

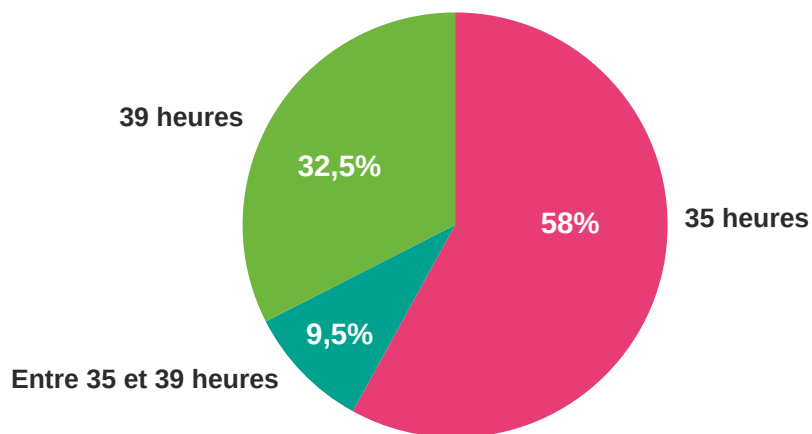
	Pourcentage
Cadres	35 %
Non cadres	65 %
Ensemble	100 %

2.4 CONDITIONS D'EXERCICE DU TRAVAIL

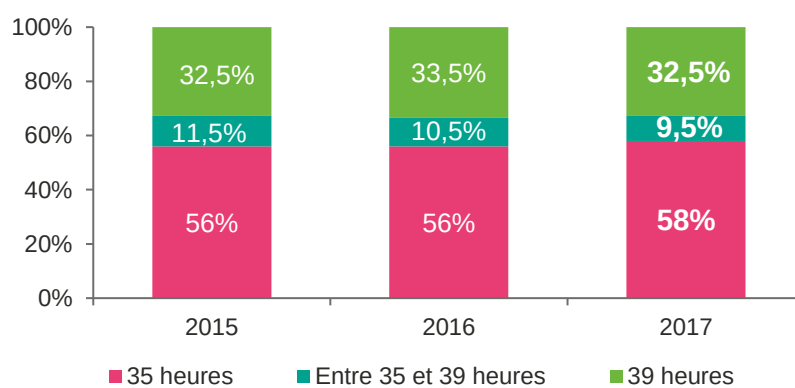
Les durées hebdomadaires collectives de travail

Comme précédemment, la majorité des entreprises (58%) effectue des semaines de 35 heures et le tiers de 39 heures (32,5%). Il s'agit des durées négociées de travail hebdomadaire, hors RTT.

Répartition des entreprises selon l'horaire hebdomadaire collectif



Evolution 2015-2017

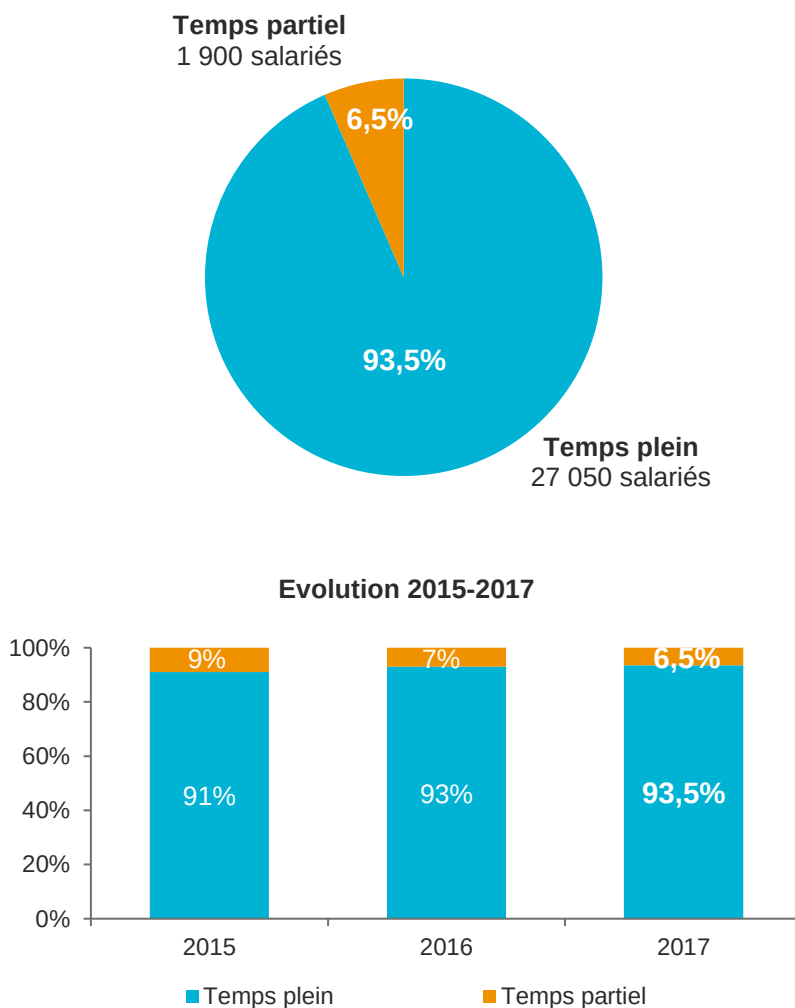


2.4 CONDITIONS D'EXERCICE DU TRAVAIL

Le temps de travail

En 2017, le nombre de salariés à temps plein progresse encore légèrement pour atteindre 93,5%. Cette proportion varie peu selon la CSP des salariés.

Répartition des salariés permanents selon le temps de travail



Répartition selon la CSP des salariés permanents

	Cadres	Non cadres	Ensemble
Temps plein	93 %	94 %	93,5 %
Temps partiel	7 %	6 %	6,5 %
Ensemble	100 %	100 %	100 %

2.4 CONDITIONS D'EXERCICE DU TRAVAIL

Les jours d'absence

Le nombre de jours d'absences (532 000 jours) concerne l'ensemble des salariés ayant travaillé dans la branche **au cours de l'année 2017** y compris les embauches et les départs effectués. Le nombre de jours d'absences par salarié permanent **au 31.12.2017** (18,5 jours) est ainsi légèrement surestimé.

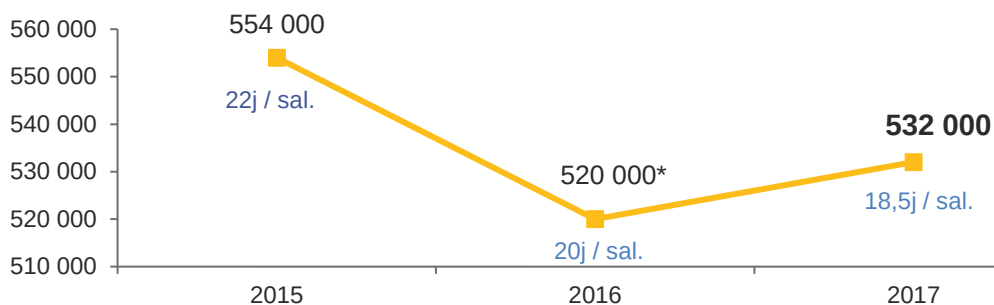
Exemple : les jours d'absences générés par un salarié ayant effectué un CDD de 3 mois et qui a pris fin avant le 31.12.2017 sont pris en compte. Cependant, ce dernier ne figure plus dans les effectifs au 31.12.2017.

532 000

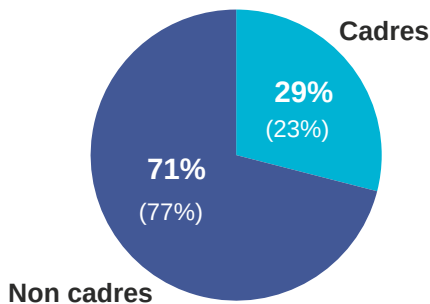
 jours d'absences en 2017

Soit **18,5** jours d'absences par salarié permanent en 2017

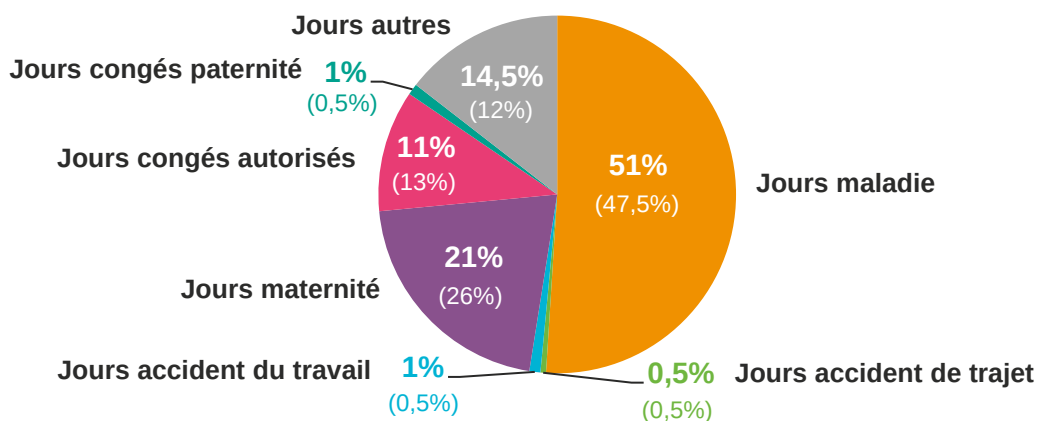
Evolution 2015-2017 des jours d'absences



(3) Répartition des jours d'absences selon la CSP



(4) Répartition des jours d'absences selon le motif



* Donnée corrigée

Figurent entre parenthèses les données 2016

2.4 CONDITIONS D'EXERCICE DU TRAVAIL

Les jours d'absence (suite)

En 2017, les salariés permanents ont été en moyenne absents 18,5 jours par salarié contre 20 jours en 2016 et 22 jours en 2015. Les jours maladie représentent plus de la moitié des jours d'absences (51%), devant la maternité qui régresse à 21% et les congés autorisés à 11%.

Répartition des jours d'absences selon le motif

	Cadres	Non cadres	Ensemble	Rappel 2016
Jours maladie	55 % (47,5 %)	50,5 % (47,5 %)	51 %	47,5 %
Jours accident de trajet	0,5 % (0,5 %)	0,5 % (0,5 %)	0,5 %	0,5 %
Jours accident du travail	1 % (0,5 %)	1 % (0,5 %)	1 %	0,5 %
Jours maternité	22 % (26,5 %)	20 % (25,5%)	21 %	26 %
Jours de congé autorisés	9 % (11 %)	12 % (14 %)	11 %	13 %
Jours paternité	0,5 % (0,5 %)	1 % (0,5 %)	1 %	0,5 %
Jours autres	12 % (13,5 %)	15 % (11,5 %)	14,5 %	12 %
Ensemble	100 % (100 %)	100 % (100 %)	100 %	100 %

Salariés permanents en situation d'invalidité

< 100 salariés permanents inaptes en 2017* (< 150 en 2016)

Soit **< 0,5 %** des salariés permanents au 31.12.2017 (< 0,5 % en 2016)



* Le taux de représentativité est de **42%**.
Ces données sont indiquées à titre informatif.

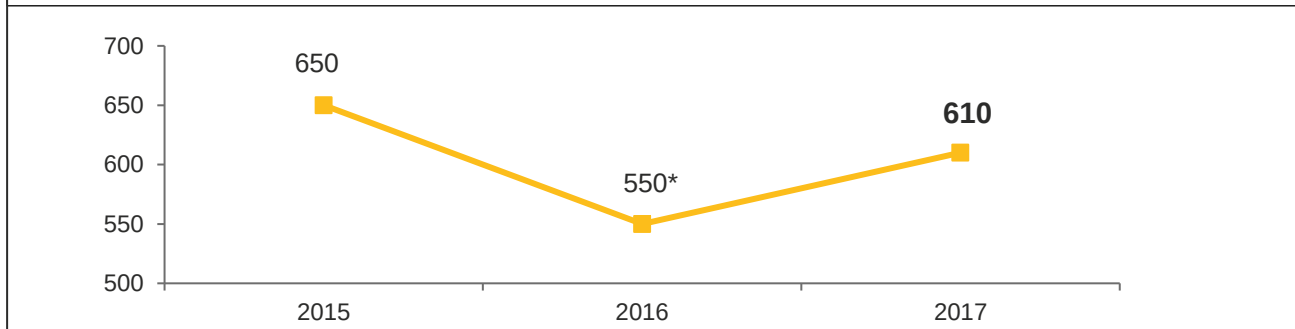
2.5 SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL

Les accidents du travail et maladies professionnelles

610 Nombre d'accidents du travail en 2017

Taux de représentativité :
99% des effectifs de l'échantillon

Evolution 2015-2017 du nombre d'accidents du travail

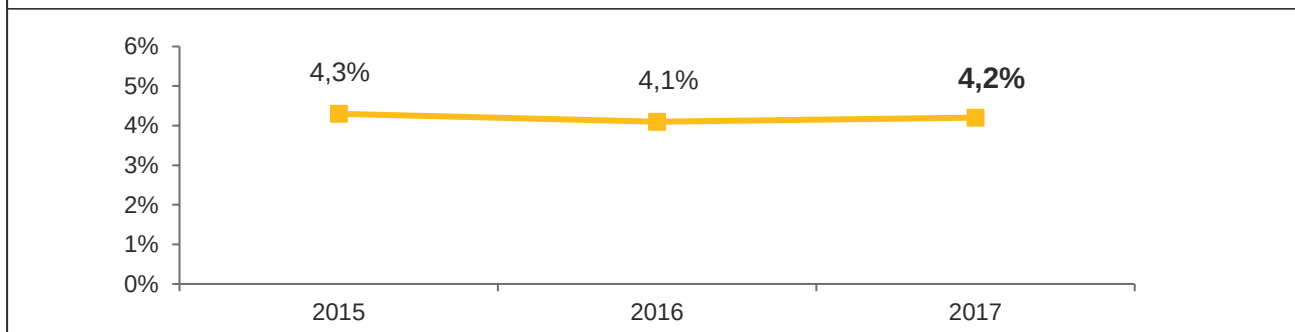


*Donnée corrigée

4,2 % Taux de fréquence** en 2017

Taux de représentativité :
74% des effectifs de l'échantillon

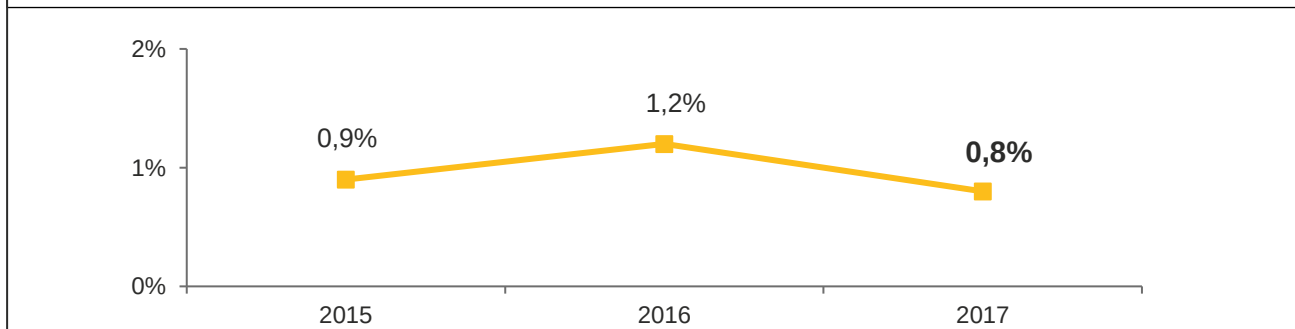
Evolution 2015-2017 du taux de fréquence



**Taux de fréquence : nombre d'accidents du travail avec arrêt / nombre d'heures travaillées x 10⁶

0,8 % Taux de gravité*** en 2017

Evolution 2015-2017 du taux de gravité



***Taux de gravité : nombre de journées perdues par incapacité temporaire / nombre d'heures travaillées x 10³

2.5 SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Les accidents du travail et maladies professionnelles (suite)

250

Nombre d'accidents de trajet en 2017 (< 200 en 2016)

NR (non représentatif)

Nombre d'accidents mortels en 2017 (NR en 2016)

< 20

Nombre de maladies professionnelles en 2017 (< 20 en 2016)

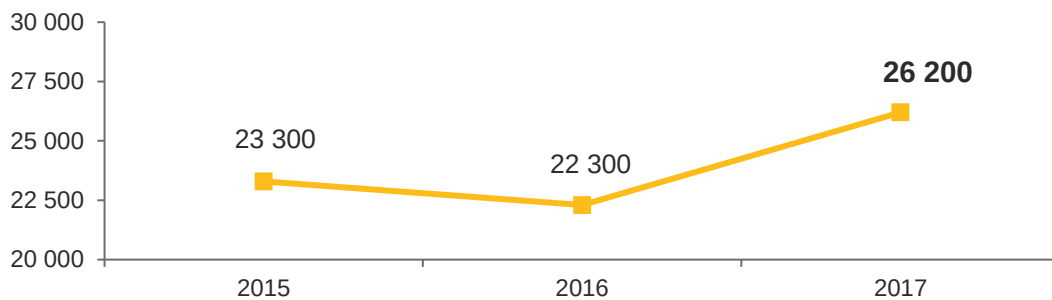
2.6 LA FORMATION

Les stagiaires de la formation professionnelle

26 200 stagiaires en formation en 2017

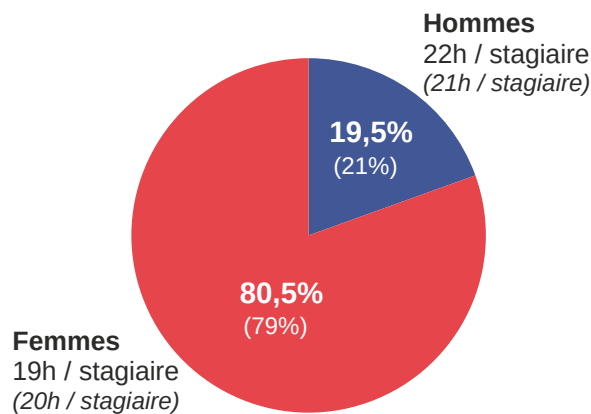
Attention, une même personne peut partir suivre plusieurs formations sur une année. Elle sera comptabilisée pour chaque formation.

Evolution 2015-2017 du nombre de stagiaires en formation

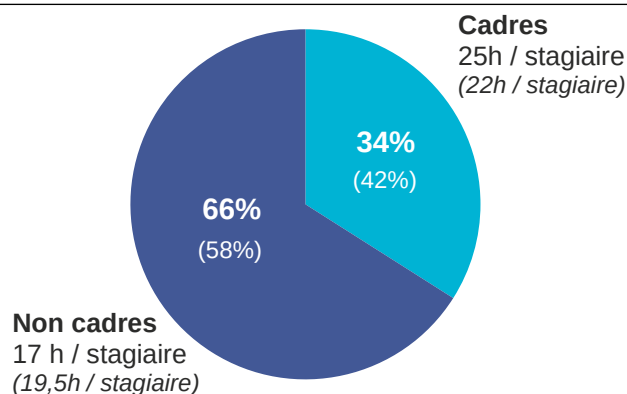
**505 600** heures de formation en 2017 (456 500 en 2016)

Soit **19,5 heures** en moyenne par salarié formé (20,5 heures en 2016)

Répartition des stagiaires en formation selon le sexe et la durée moyenne de formation



Répartition des stagiaires en formation selon la CSP et la durée moyenne de formation

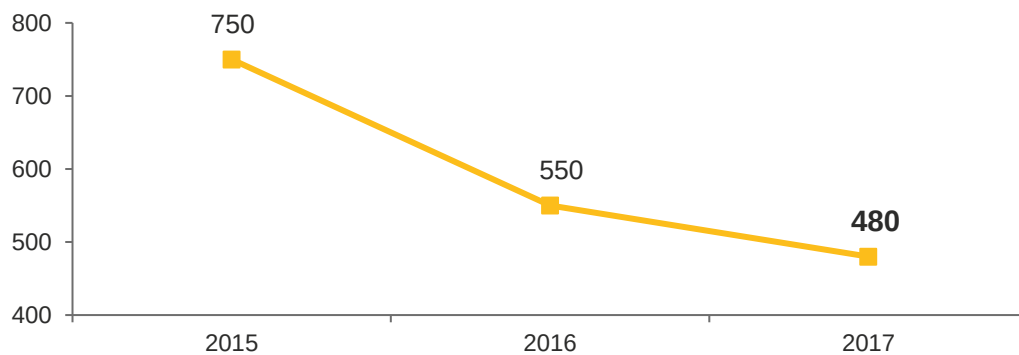


2.6 LA FORMATION

Les stagiaires de la formation professionnelle (suite)

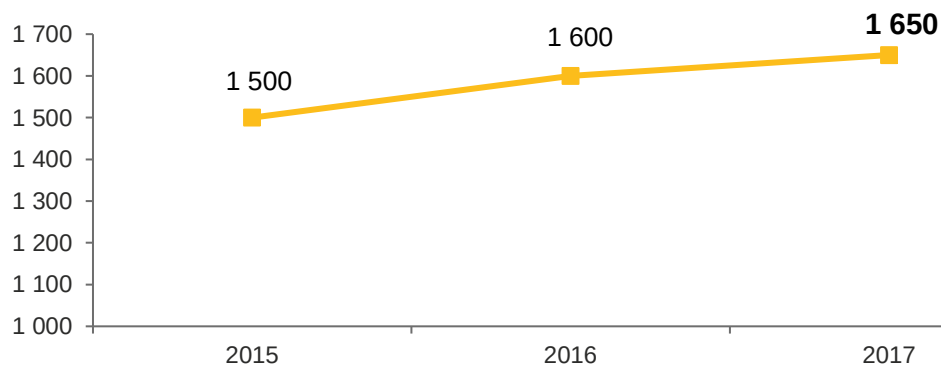
480 CPF (DIF inclus) en 2017

Evolution 2015-2017 du nombre de CPF (DIF inclus)



1 650 formations sécurité en 2017*

Evolution 2015-2017 du nombre de formations sécurité



* Le taux de représentativité est de 42%.

Ces données sont indiquées à titre informatif.

2.7 LES REMUNERATIONS

Le salaire moyen brut annuel est calculé à partir de la masse salariale brute par rapport à l'effectif de chaque CSP. Cet indicateur est à prendre avec précaution. En effet, il n'exclut pas les absences, les congés maternité, les CDD ou encore les temps partiels qui peuvent sensiblement faire évoluer ces moyennes.

Selon la CSP et le sexe

Salaires moyens bruts annuels selon la CSP et le sexe

	Pourcentage	Femmes	Hommes	Ensemble	Ecart F /H
Cadres	63 %	43 200 €	55 200 €	47 200 €	- 21,5 %
Non cadres	37 %	24 600 €	26 100 €	24 950 €	- 5,5 %



L'échantillon des répondants n'étant pas identique entre 2017 et 2016, la comparaison n'est donc pas permise

Selon le niveau de classification et le sexe

Salaires moyens bruts annuels selon le niveau et le sexe

	Femmes	Hommes	Ensemble
Niveau A	ND	ND	ND
Niveau B	22 200 €	20 450 €	21 500 €
Niveau C	23 100 €	23 600 €	23 200 €
Niveau D	24 800 €	26 100 €	24 900 €
Niveau E	27 400 €	27 200 €	27 300 €
Niveau F	28 900 €	31 200 €	29 800 €
Niveau G	36 400 €	37 050 €	36 600 €
Niveau H	39 300 €	47 200 €	39 700 €
Niveau I	49 500 €	54 600 €	52 400 €
Niveau J	56 600 €	63 400 €	57 400 €
Niveau K	59 800 €	64 500 €	62 300 €
Niveau L	ND	ND	ND
Niveau M	ND	ND	ND



L'échantillon des répondants n'étant pas identique entre 2017 et 2016, la comparaison n'est donc pas permise

3. Les salariés intérimaires

Les indicateurs de cette partie traitent de l'emploi en intérim des personnes et non de leur emploi dans son ensemble sur l'année 2017. Si des individus ont travaillé sous d'autres statuts dans le courant de l'année, ces emplois ne sont pas pris en compte.

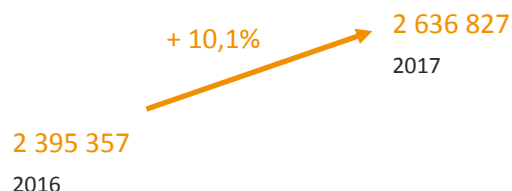
L'ensemble des indicateurs de cette partie proviennent des données de S2H (voir *sources et méthode* en introduction)

3.1 LES EFFECTIFS ET HEURES TRAVAILLÉES

Effectifs et heures travaillées : données clefs

2 636 827

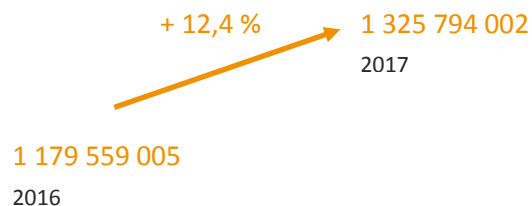
personnes ont travaillé en intérim en 2017



Nombre d'heures travaillées en 2017

1 325 794 002

Heures travaillées en intérim en 2017

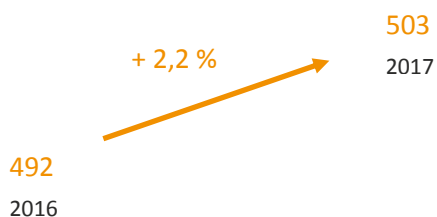


L'intensité d'emploi en 2017

L'intensité d'emploi est dans ce rapport le nombre moyen d'heures travaillées par un intérimaire sur une période donnée (mois, année) **sous statut intérimaire**. Les individus peuvent cumuler d'autres activités sous d'autres statuts au cours de l'année, mais ces heures ne sont pas comptabilisées dans le rapport. Il convient donc de différencier l'intensité d'emploi en intérim de la durée totale d'emploi d'un individu.

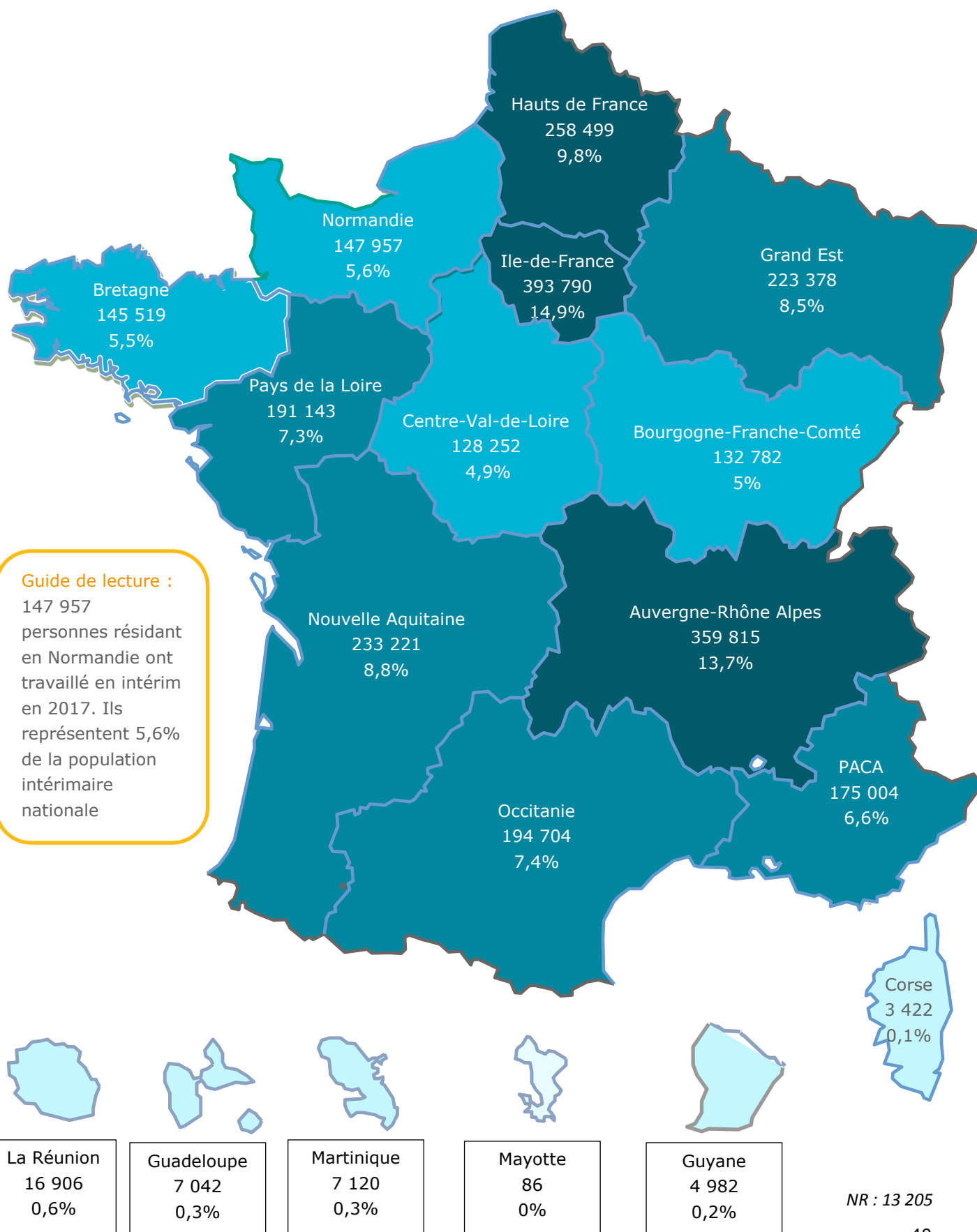
503 h

Travaillées en moyenne par chaque
individu en 2017



3.1 LES EFFECTIFS ET HEURES TRAVAILLÉES

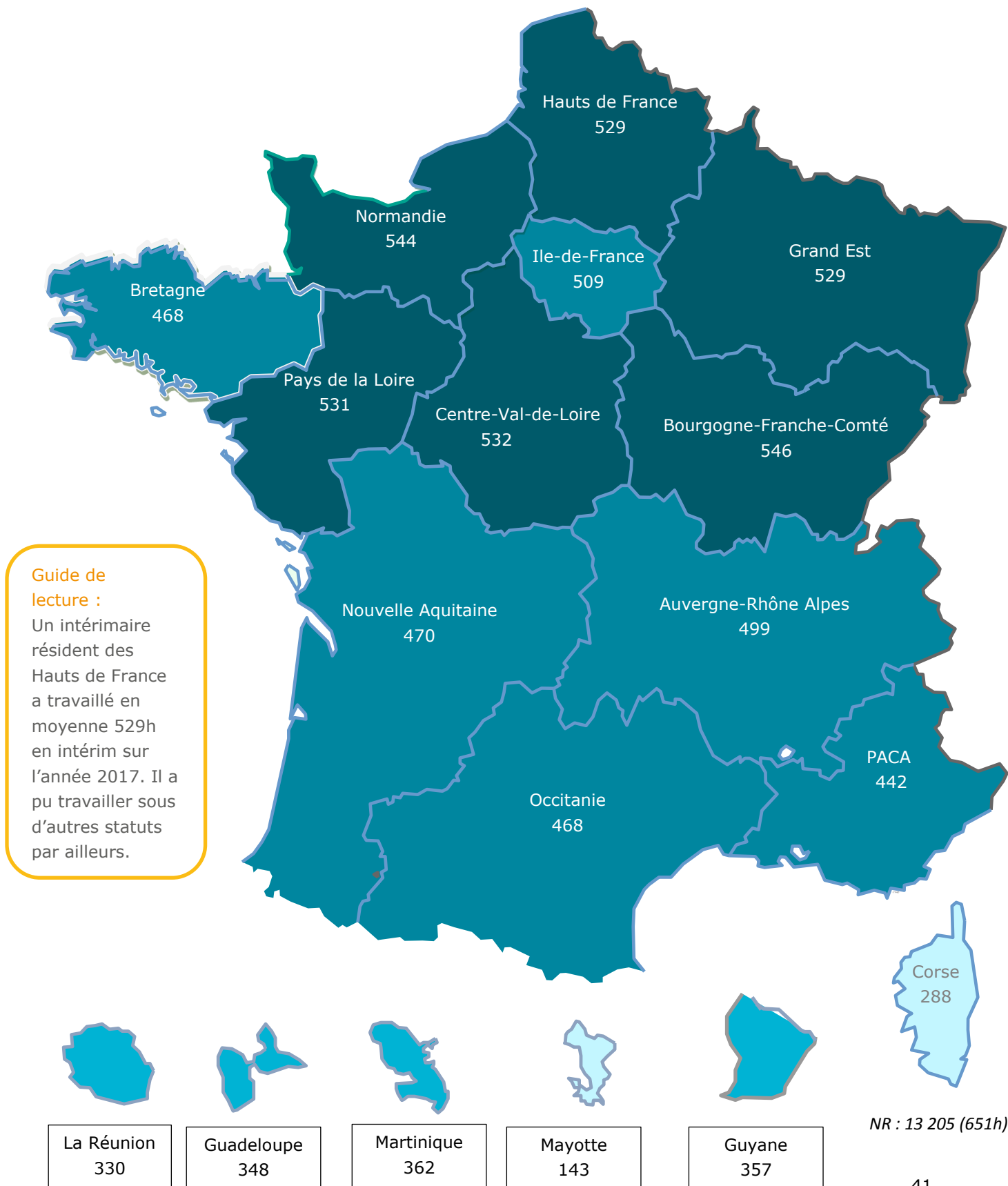
Le nombre d'intérimaires par région en 2017



3.1 LES EFFECTIFS ET HEURES TRAVAILLÉES

Le nombre moyen d'heures travaillées par région en 2016

L'intensité d'emploi **en intérim** varie selon les régions. Rappel : l'intensité d'emploi moyenne est de 503 heures.



3.1 LES EFFECTIFS ET HEURES TRAVAILLÉES

Les intérimaires par département

L'intensité d'emploi **en intérim** peut varier fortement selon les départements. Ainsi, les intérimaires en Lozère travaillent en moyenne 305 heures par an en intérim, alors qu'en Haute-Saône, les intérimaires ont travaillé en moyenne 614 heures en 2017.

Département	Nb Intérimaires	Nb Heures moyen
Ain	34 644	530
Aisne	22 264	557
Allier	11 754	522
PACA	5 204	482
Alpes-Maritimes	34 728	406
Ardèche	12 774	503
Ardennes	9 670	603
Ariège	4 299	498
Aube	12 782	457
Aude	10 189	409
Aveyron	7 834	424
Bas-Rhin	51 972	544
Bouches-du-Rhône	78 371	470
Calvados	30 233	490
Cantal	3 973	427
Charente	14 554	504
Charente-Maritime	22 780	438
Cher	11 544	495
Corrèze	8 981	502
Corse-du-Sud	1 737	323
Côte-d'Or	24 046	485
Côtes-d'Armor	26 817	463
Creuse	2 938	478
Deux-Sèvres	17 941	512
Dordogne	13 819	423
Doubs	27 857	562
Drôme	24 436	475
Essonne	52 335	521
Eure	31 034	561
Eure-et-Loir	18 590	522
Finistère	34 614	449
Gard	21 466	467
Gers	6 527	428
Gironde	67 709	466
Guadeloupe	7 042	348
Guyane	4 982	357
Haut-Rhin	31 270	559
Haute-Corse	1 685	253
Haute-Garonne	56 784	528
Haute-Loire	8 591	498
Haute-Marne	7 071	610
Haute-Saône	12 023	614
Haute-Savoie	34 489	463
Haute-Vienne	11 812	507
Hautes-Alpes	4 034	339
Hautes-Pyrénées	7 283	477
Hauts-de-Seine	34 790	481

Hérault	36 766	422
Ille-et-Vilaine	50 030	486
Indre	9 690	546
Indre-et-Loire	25 890	514
Isère	60 437	528
Jura	12 255	522
Landes	15 842	434
Loir-et-Cher	17 488	535
Loire	36 395	515
Loire-Atlantique	68 481	535
Loiret	45 050	552
Lot	5 331	429
Lot-et-Garonne	15 024	440
Lozère	764	305
Maine-et-Loire	40 126	512
Manche	19 745	522
Marne	24 725	483
Martinique	7 120	362
Mayenne	17 211	544
Mayotte	84	12
Meurthe-et-Moselle	23 562	492
Meuse	6 443	516
Morbihan	34 058	466
Moselle	40 529	518
Nièvre	6 569	530
Nord	109 752	497
Oise	37 400	555
Orne	12 425	508
Paris	46 615	473
Pas-de-Calais	64 618	540
Puy-de-Dôme	23 554	476
Pyrénées-Atlantiques	24 490	459
Pyrénées-Orientales	12 664	417
Réunion	16 906	330
Rhône	90 914	490
St-Pierre-et-Miquelon	< 20 pers.	
Saône-et-Loire	26 308	535
Sarthe	29 146	565
Savoie	17 854	492
Seine-et-Marne	59 326	488
Seine-Maritime	54 520	581
Seine-Saint-Denis	68 081	539
Somme	24 465	576
Tarn	12 964	465
Tarn-et-Garonne	11 833	496
Territoire de Belfort	7 944	651
Val-d'Oise	48 200	522
Val-de-Marne	42 034	512
Var	29 680	407
Vaucluse	22 987	451
Vendée	36 179	512
Vienne	17 331	526
Vosges	15 354	562
Yonne	15 780	545
Yvelines	42 409	520

Non répartis par département : 13 205 personnes

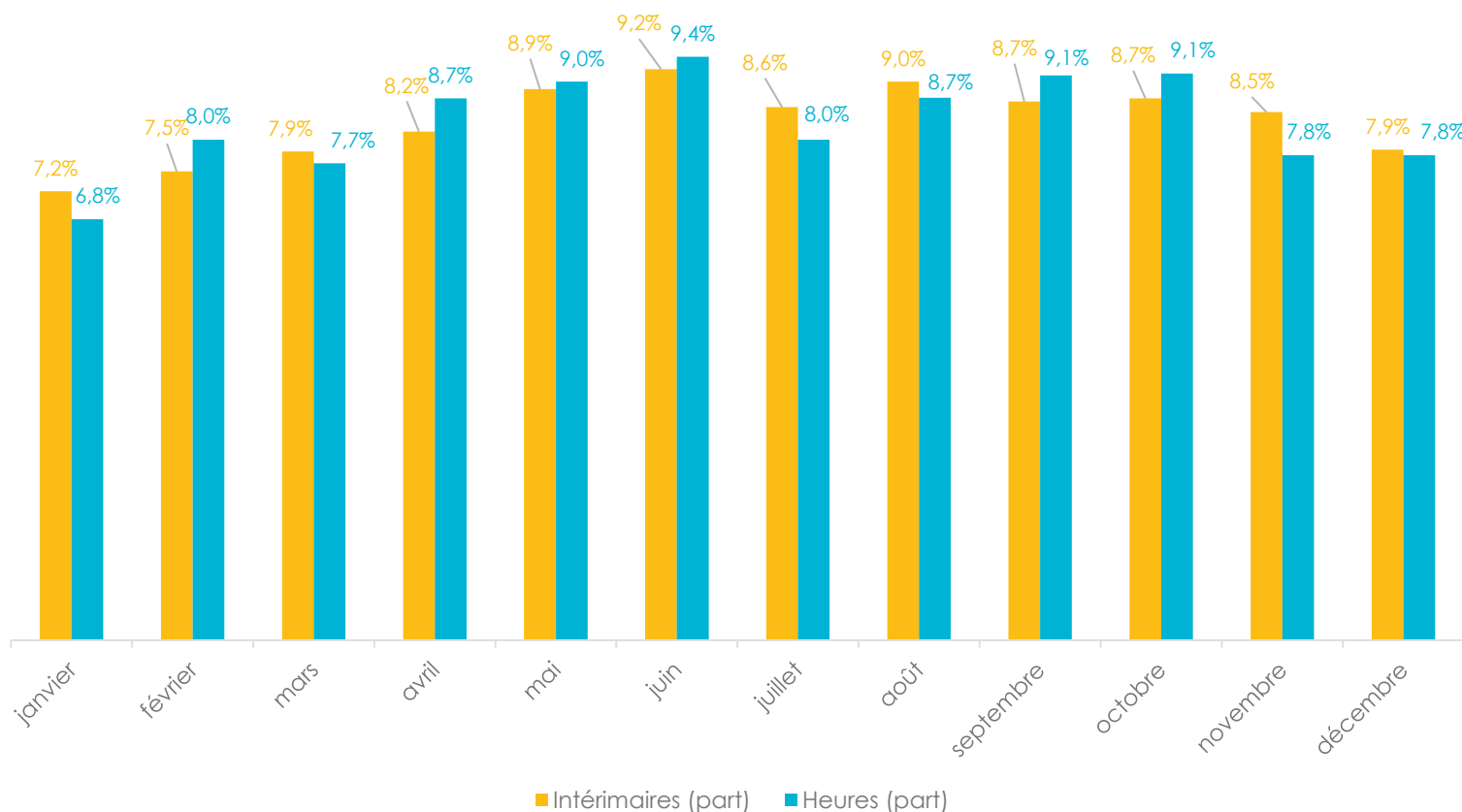
3.1 LES EFFECTIFS ET HEURES TRAVAILLÉES

Saisonnalité des effectifs et heures travaillées (mois d'activité)

Les effectifs ainsi que les heures travaillées varient d'un mois sur l'autre, confirmant la saisonnalité de l'emploi intérimaire¹.

Le mois de janvier compte le nombre de personnes en mission et le nombre d'heures travaillées en intérim le plus faibles.

A l'inverse, le mois de juin recense le plus grand nombre d'intérimaires en mission et le nombre d'heures travaillées le plus important.



Les intensités d'emploi² en intérim varient également d'un mois sur l'autre

Nb moyen d'heures travaillées par mois (intensité d'emploi)											
janv.	févr.	mars	avril	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.
96,2	109,4	100	109,1	103,9	104,7	96,2	99,5	107,5	107,2	94,1	101,3

Lorsque la part des intérimaires dépasse la part des heures, les intensités d'emploi baissent (ex : janvier, juillet, novembre).

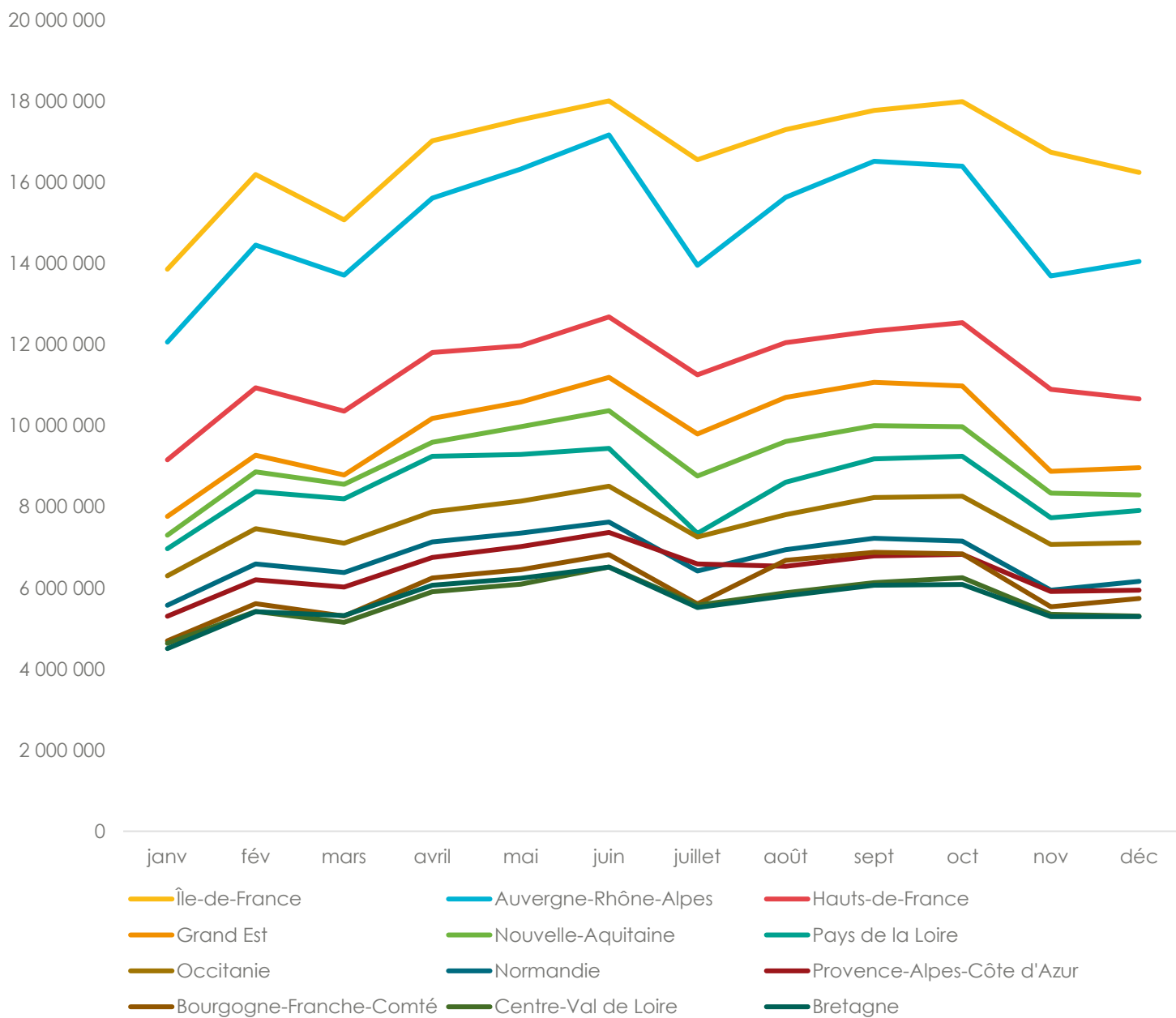
A l'inverse quand la part des heures dépasse la part des intérimaires, l'intensité d'emploi est au plus haut (ex : février, avril, septembre, octobre).

¹ Mois d'activité : mois de paie-1

² L'intensité d'emploi est le nombre moyen d'heures travaillées par un intérimaire sur une période donnée (mois, année)

3.1 LES EFFECTIFS ET HEURES TRAVAILLÉES

Saisonnalité des heures travaillées par région (mois de paie)

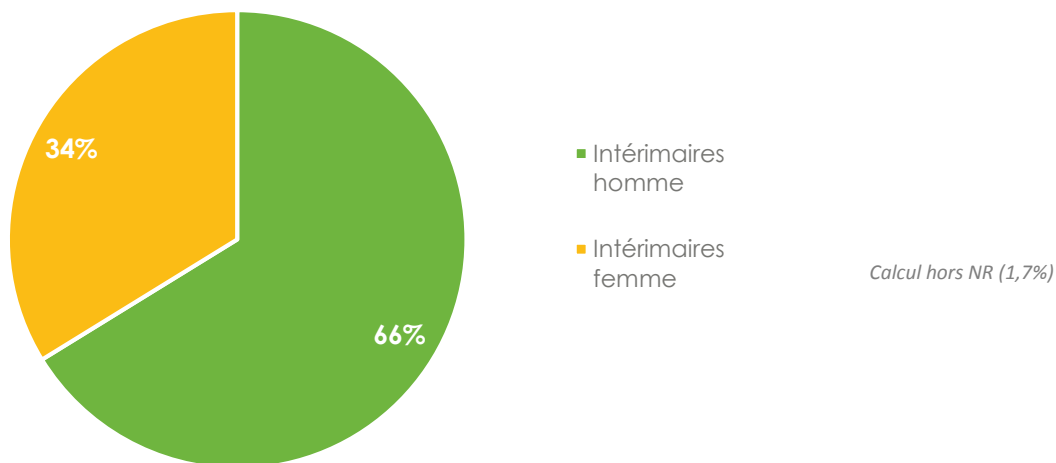


Certaines régions connaissent une saisonnalité de l'emploi (ici en heures travaillées) plus forte que d'autres. Ainsi les régions Auvergne-Rhône-Alpes et Pays-de-la-Loire connaissent la plus forte baisse d'activité au mois de juillet. La région PACA à l'inverse présente une courbe plus stable de l'emploi tout au long de l'année.

A noter que les régions d'outre-mer présentaient des volumes trop faibles pour être présentés graphiquement. Le tableau complet (ROM comprises) se trouve en annexe.

3.1 LES EFFECTIFS ET HEURES TRAVAILLÉES

Les intérimaires par sexe



1 735 420

Hommes ont travaillé en intérim
en 2017

1 586 084 en 2016

901 407

Femmes ont travaillé en intérim
en 2017

809 009 en 2016

Le secteur s'est légèrement féminisé entre 2016 et 2017.

- Les femmes représentaient 33,8% des intérimaires en 2016 et 34,2% en 2017.
- La population féminine a augmenté de 11,4% entre 2016 et 2017, alors que la population masculine a augmenté de 9,4% sur la même période.

Rappel 503 h

Travaillées en moyenne par chaque
intérimaire en 2017



580

Nb d'heures moyen des hommes
en intérim en 2017

565h en 2016



374

Nb d'heures moyen des femmes
en intérim en 2017

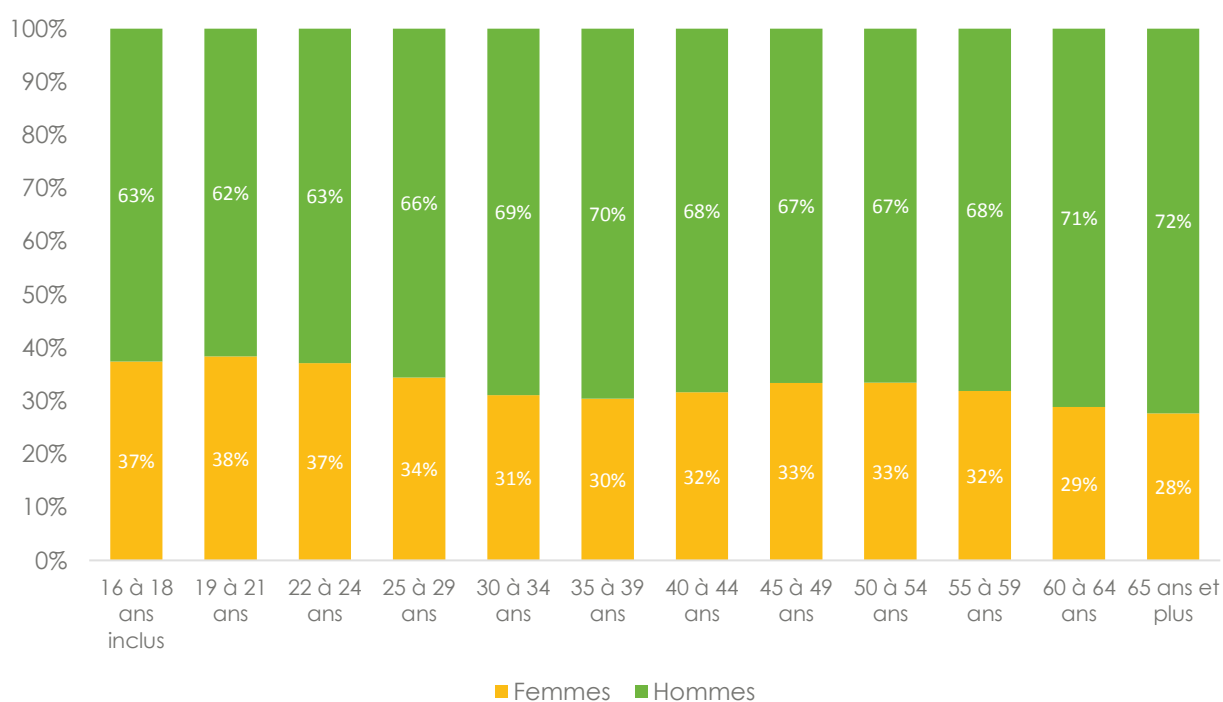
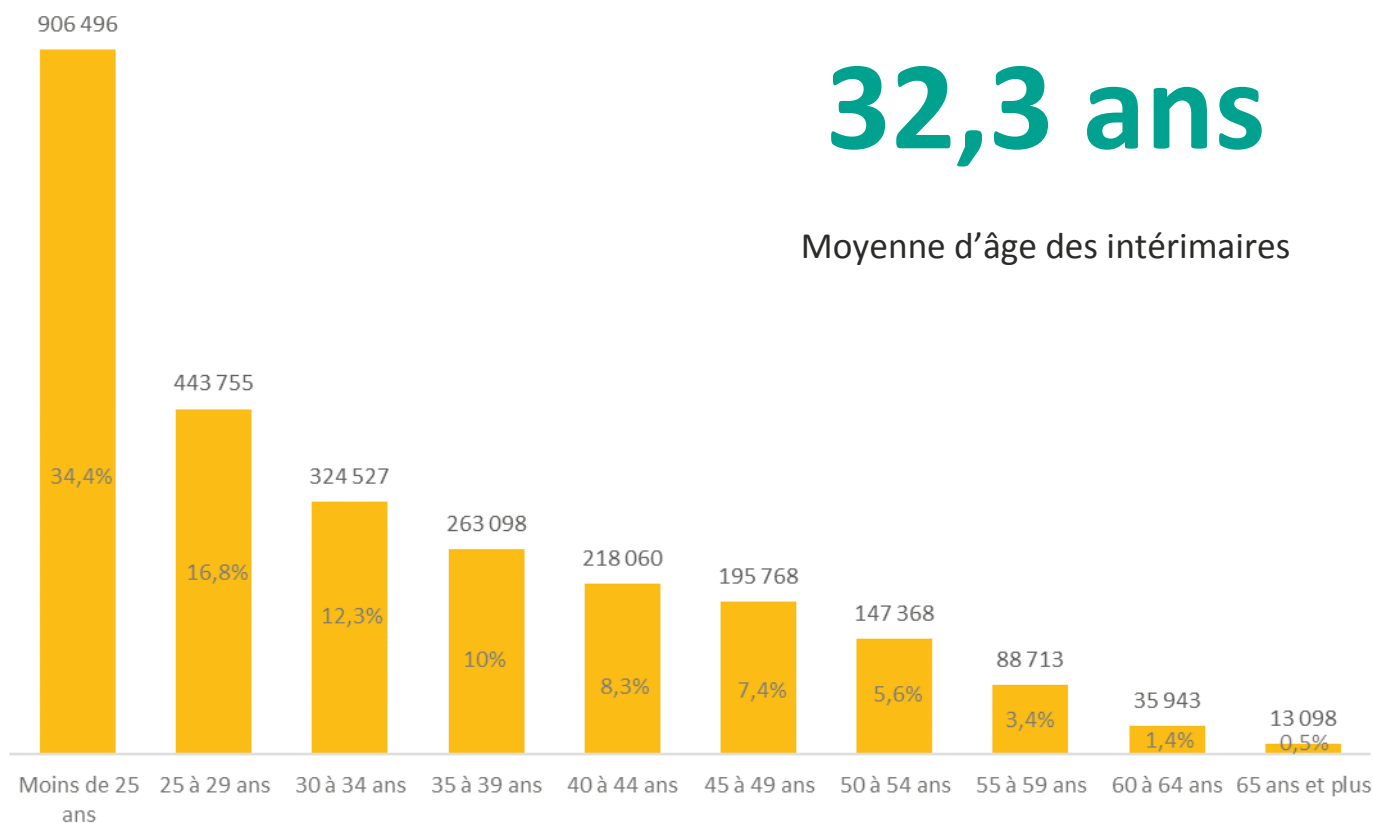
366h en 2016

L'intensité d'emploi des hommes est très nettement supérieure à celle des femmes. Les hommes intérimaires travaillent en moyenne 200h de plus par an que leurs homologues féminines. Cela se traduit dans les chiffres de l'emploi intérimaire en ETP : 73% des ETP sont occupés par des hommes contre 27% par des femmes.

3.1 LES EFFECTIFS ET HEURES TRAVAILLÉES

Les intérimaires par âge

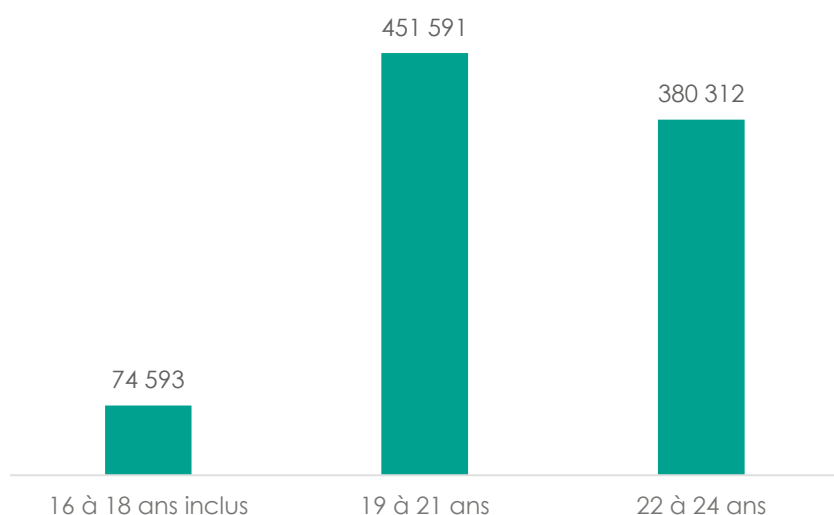
La moitié des intérimaires a moins de 30 ans.



3.1 LES EFFECTIFS ET HEURES TRAVAILLÉES

Les intérimaires par âge : Focus juniors

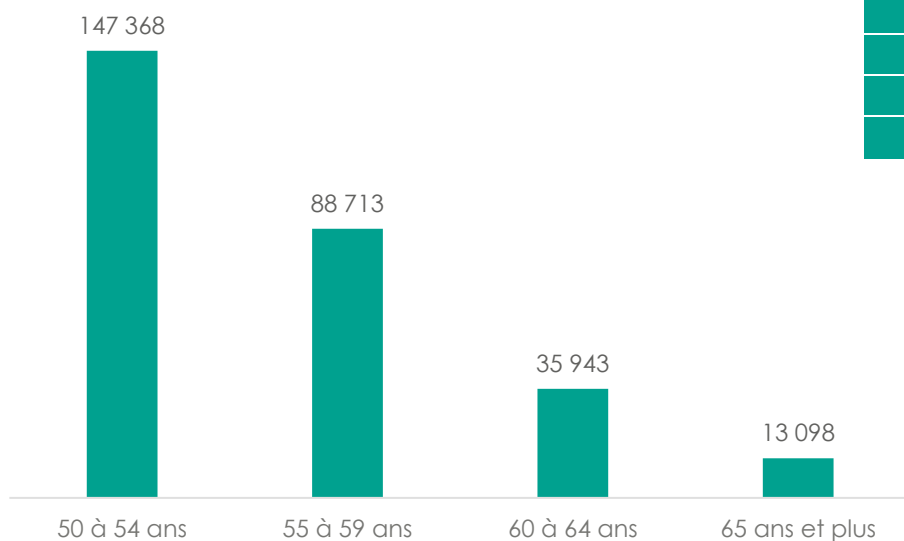
Les intérimaires de moins de 25 ans représentent **34,4%** de la population intérimaire (contre 33,9% en 2016). Ils se répartissent comme suit :



Classe d'âge 2017	Intérimaires (volume)	Intérimaires (part)
16 à 18 ans inclus	74 593	2,8%
19 à 21 ans	451 591	17,1%
22 à 24 ans	380 312	14,4%

Les intérimaires par âge : Focus seniors

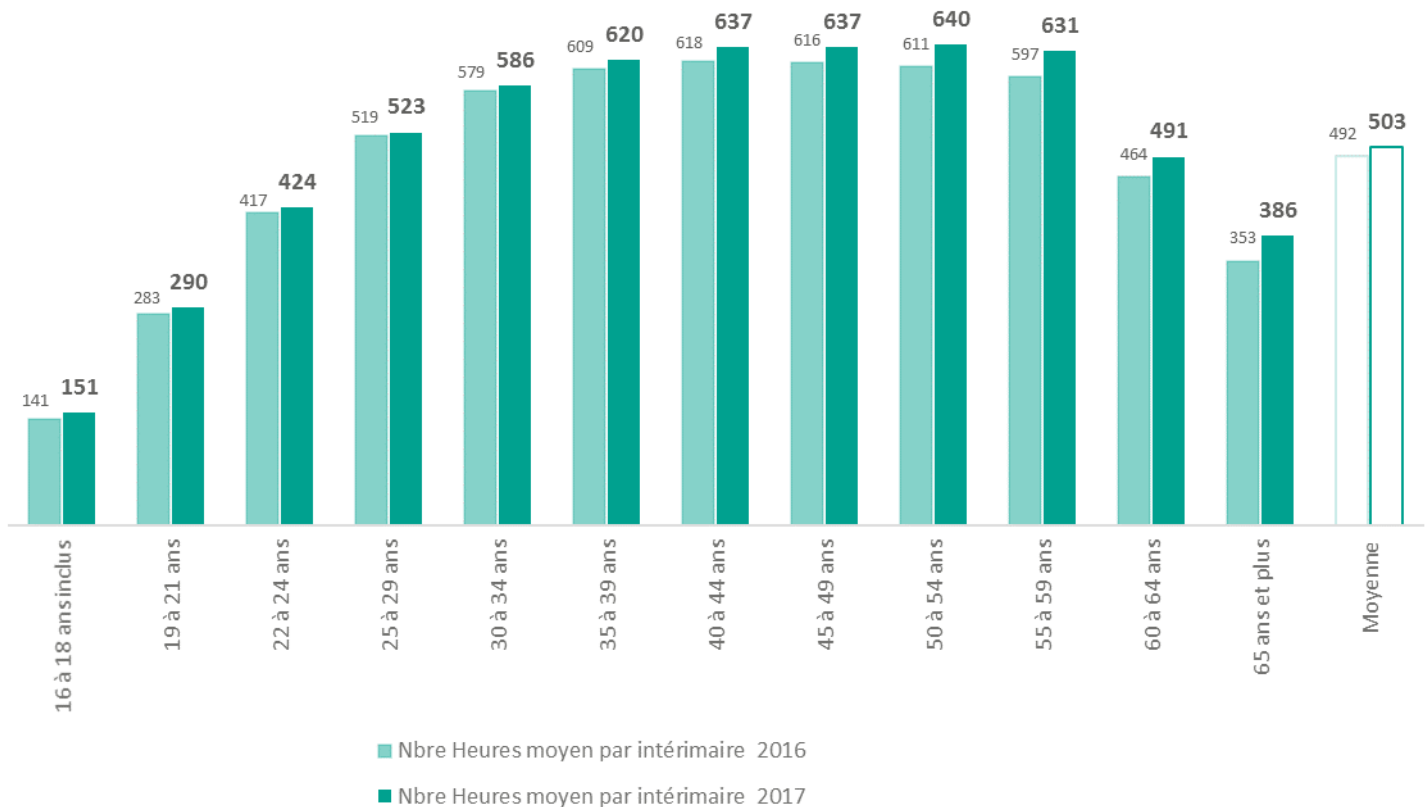
Les intérimaires de 50 ans et plus représentent **10,8%** de la population intérimaire (contre 10,3 en 2016). Ils se répartissent comme suit :



Classe d'âge 2017	Intérimaires (volume)	Intérimaires (part)
50 à 54 ans	147 368	5,6%
55 à 59 ans	88 713	3,4%
60 à 64 ans	35 943	1,4%
65 ans et plus	13 098	0,5%

3.1 EFFECTIFS ET HEURES TRAVAILLÉES

L'intensité d'emploi en intérim par âge



L'intensité d'emploi moyenne en intérim (nombre moyen d'heures travaillées par an par intérimaire) est de 503 heures en 2017, en augmentation de 2,2% par rapport à 2016.

L'intensité d'emploi en intérim est la plus faible chez les 16-18 ans.

La plus forte intensité d'emploi en intérim est atteinte par les 40-54 ans.

A noter la stabilité cette intensité d'emploi entre toutes les tranches d'âge entre 35 et 59 ans.

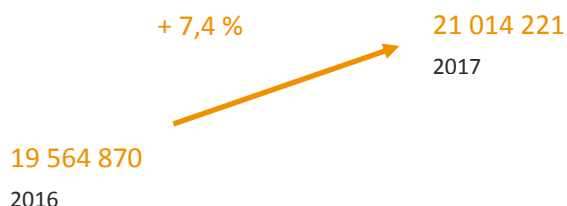
La progression de l'intensité d'emploi est la plus marquée pour la tranche des 16-18 ans puis des plus de 50 ans (progressions allant de 5 à 10%).

3.2 LES MISSIONS ET L'EMPLOI EN INTERIM EN 2017

Les missions : données clefs

21 014 221

Missions effectuées en 2017

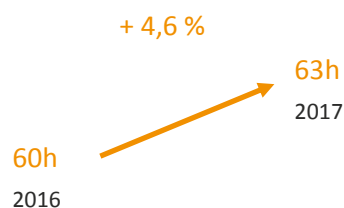


8

Missions en moyenne par an pour un
intérimaire

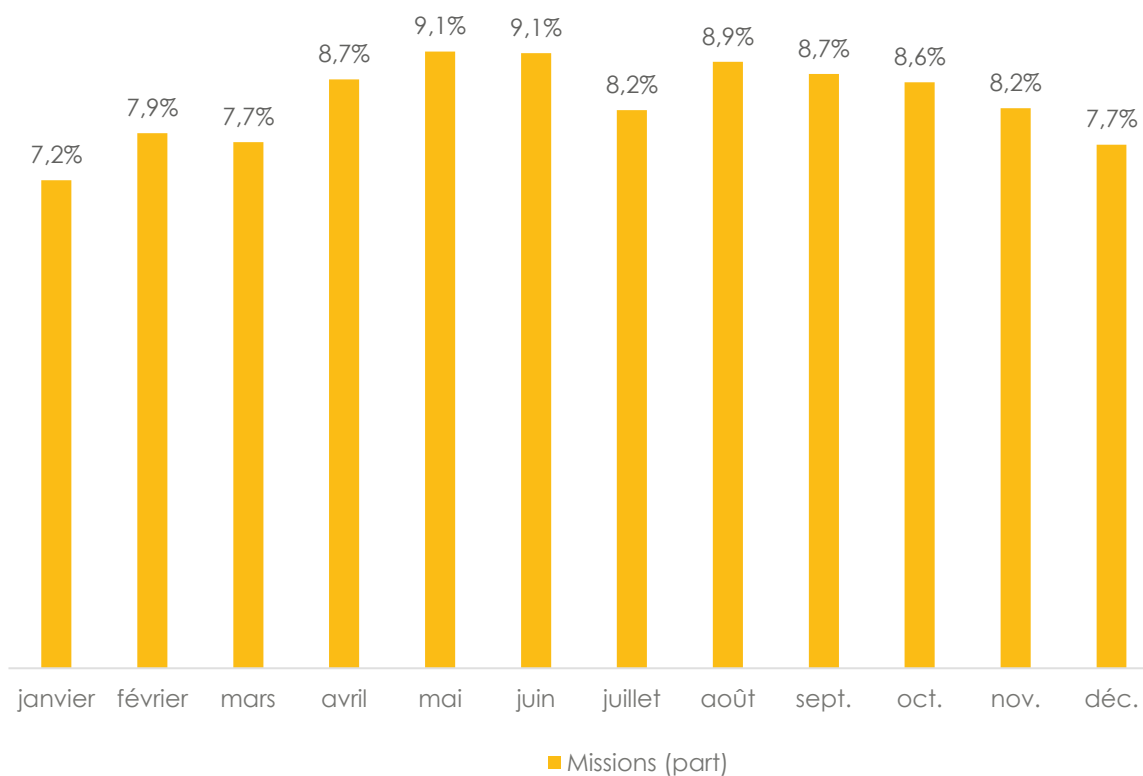
63h

Durée moyenne d'une mission



3.2 LES MISSIONS ET L'EMPLOI EN INTERIM EN 2017

Répartition des missions par mois (selon mois d'activité*)



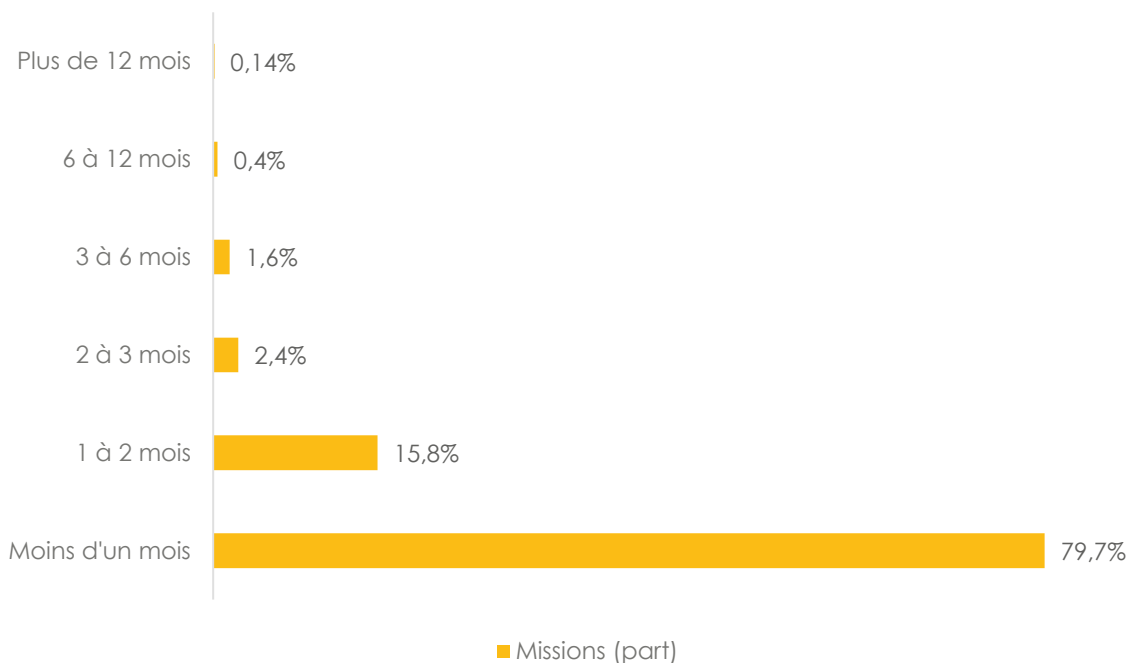
Les mois de mai, juin et août sont les plus intenses en missions. Le mois de janvier concentre à l'inverse la plus faible part mensuelle des missions.

*Mois d'activité : mois de paie -1

3.2 LES MISSIONS ET L'EMPLOI EN INTERIM EN 2017

Durée des missions en 2017 (hors CDI)

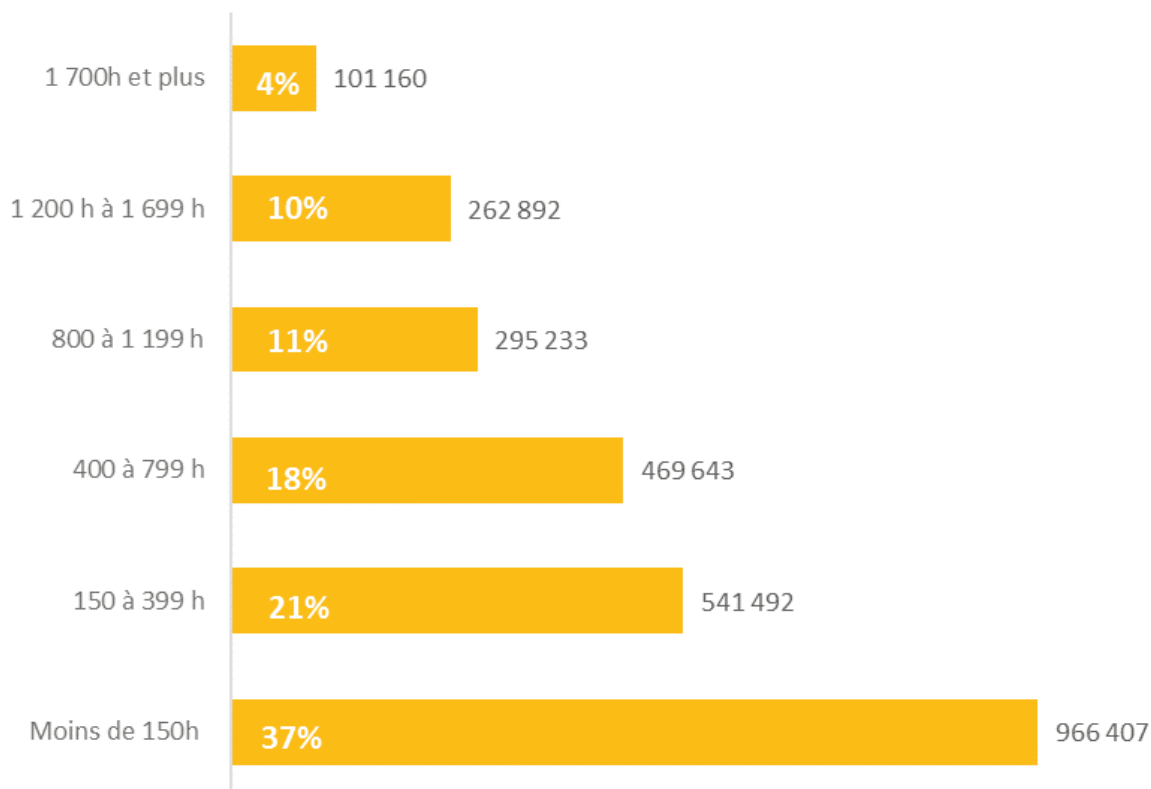
Plus des ¾ des missions ont une durée inférieure à un mois. Cette donnée est cohérente avec la durée moyenne des missions à 63 heures. Les intérimaires réalisent en moyenne 8 missions par an.



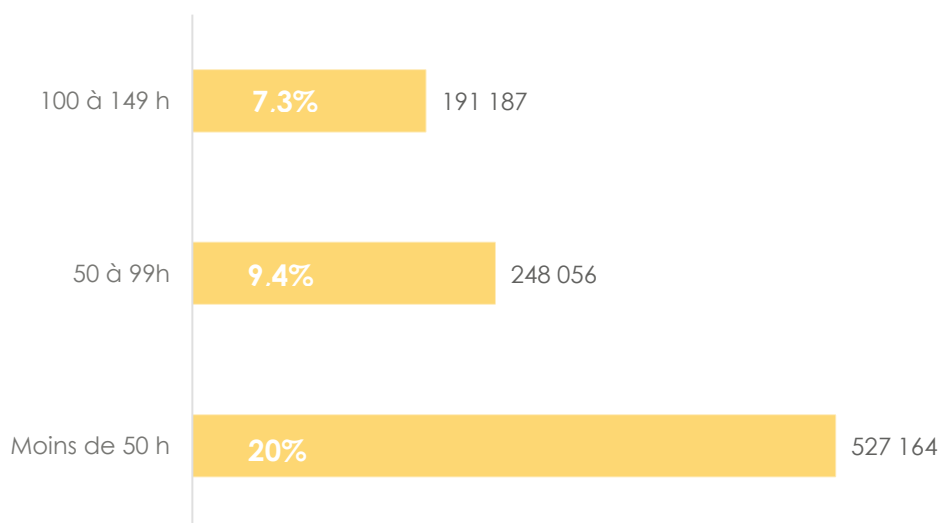
3.2 LES MISSIONS ET L'EMPLOI EN INTERIM EN 2017

Durée d'emploi en intérim en 2017

Les graphiques suivants présentent le nombre d'intérimaires en fonction de leur durée d'emploi en intérim sur l'année 2017³. A noter que les durées d'emploi n'incluent pas les heures travaillées sous d'autres statuts que celui d'intérimaire.



Zoom sur les moins de 150h

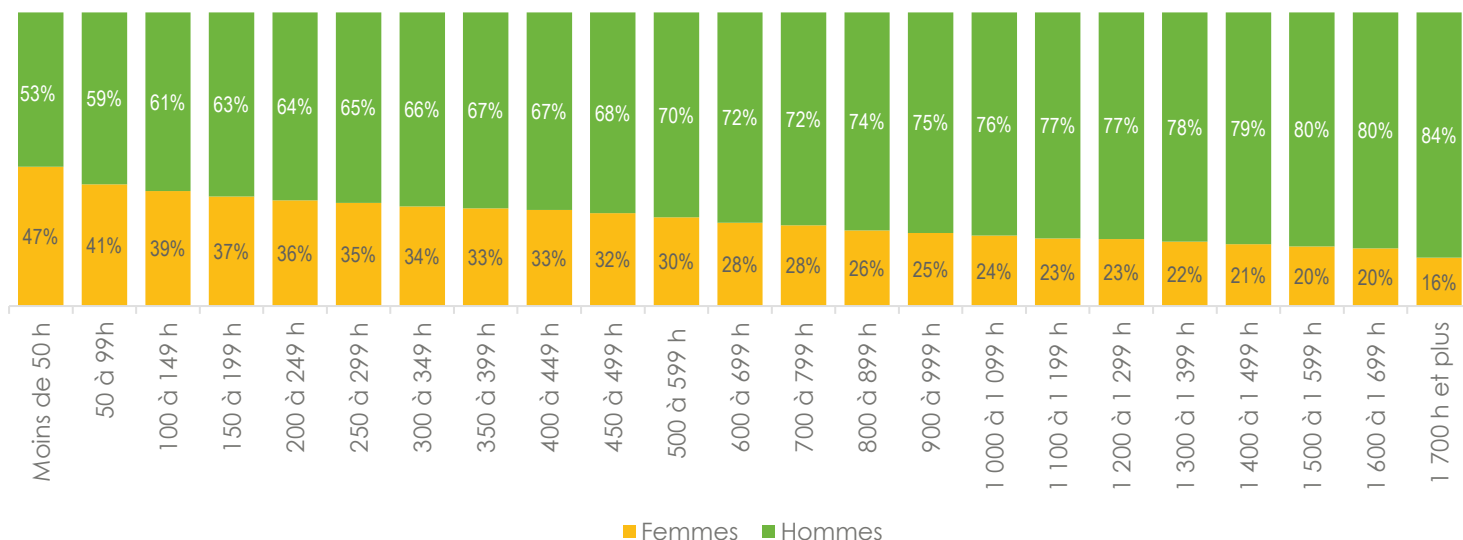


³ Le périmètre est celui de la population 2017 (tous les intérimaires ayant au moins 1 heure déclarée en 2017), quelle que soit la date de début de mission (2017 ou avant 2017)

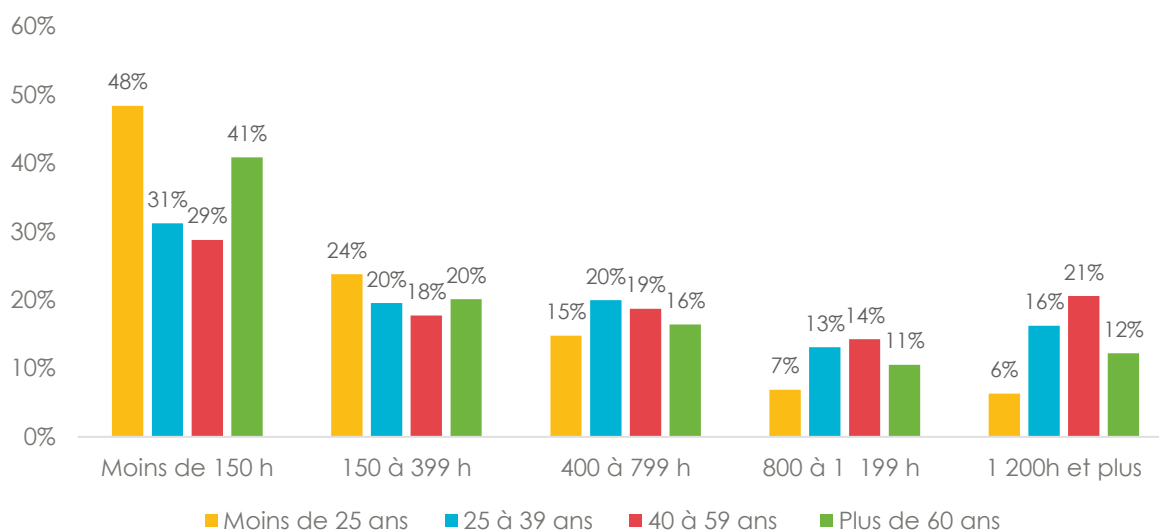
3.2 LES MISSIONS ET L'EMPLOI EN INTERIM EN 2017

Durée d'emploi en intérim par sexe en 2017 (part)

Ce graphique montre qu'à mesure que la durée d'emploi annuelle augmente, la population intérimaire devient plus masculine.



Durée d'emploi en intérim par âge en 2017 (part)



Note de lecture : 48% des moins de 25 ans ont travaillé moins de 150h sur l'année 2017.
21% des 40-59 ans et plus ont travaillé plus de 1200 heures en 2017.

3.3 LES SALARIES EN CDI INTERIMAIRE

Nombre de CDI intérimaires actifs par mois

Mois	Volume
janv-17	13 084
févr-17	13 542
mars-17	14 738
avr-17	15 772
mai-17	16 302
juin-17	16 763
juil-17	17 761
août-17	18 280
sept-17	19 267
oct-17	20 217
nov-17	21 697
déc-17	22 271

Source : Dares

Titre : Nombre d'intérimaires en fin de mois

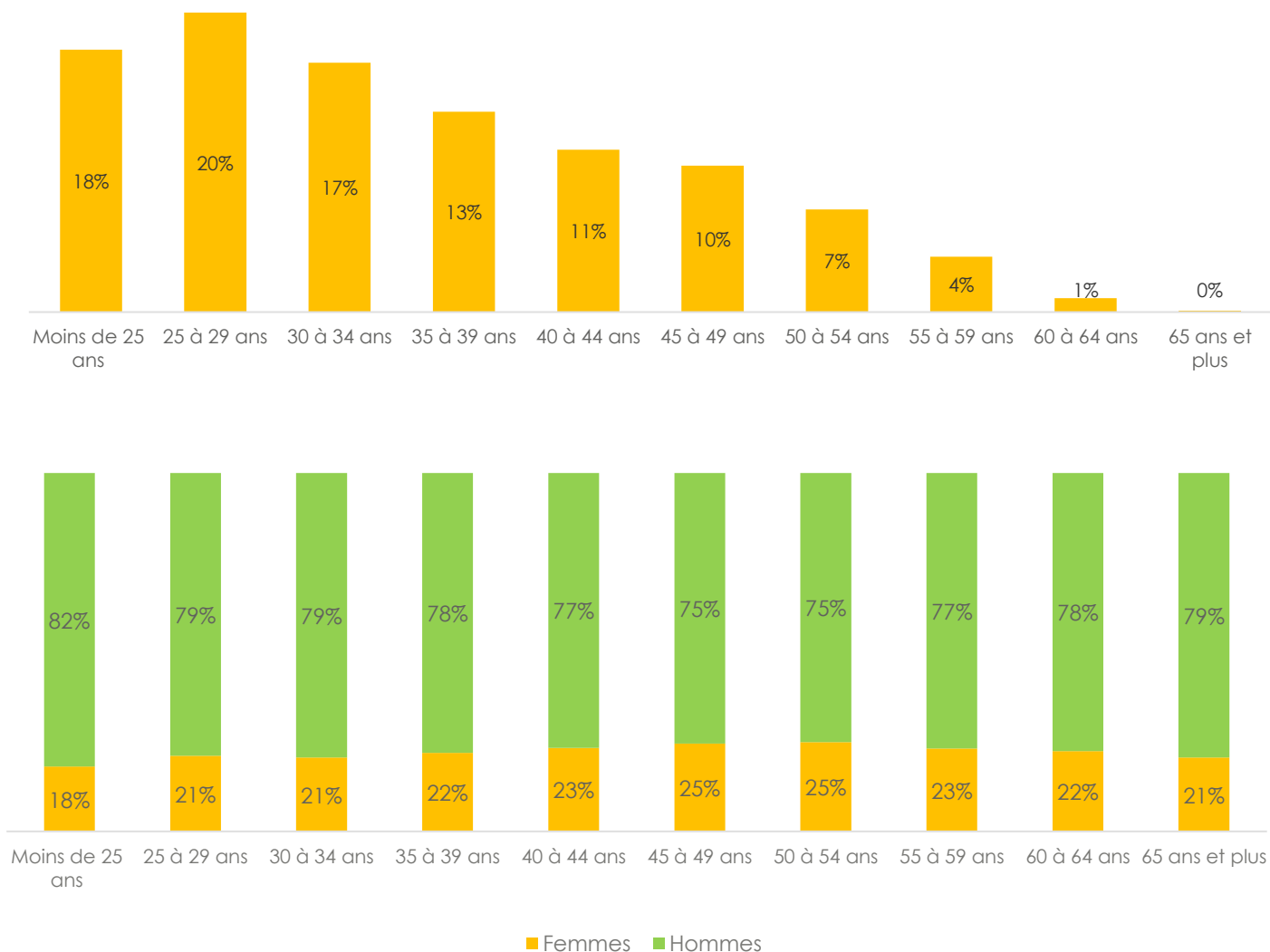
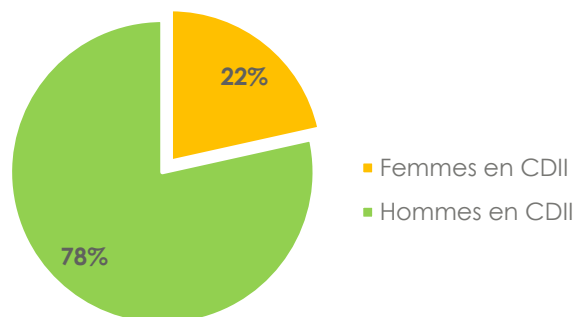
Type de données : données mensuelles brutes

Champ : Cdi intérimaires en fin de mois (sur 5 jours pertinents)

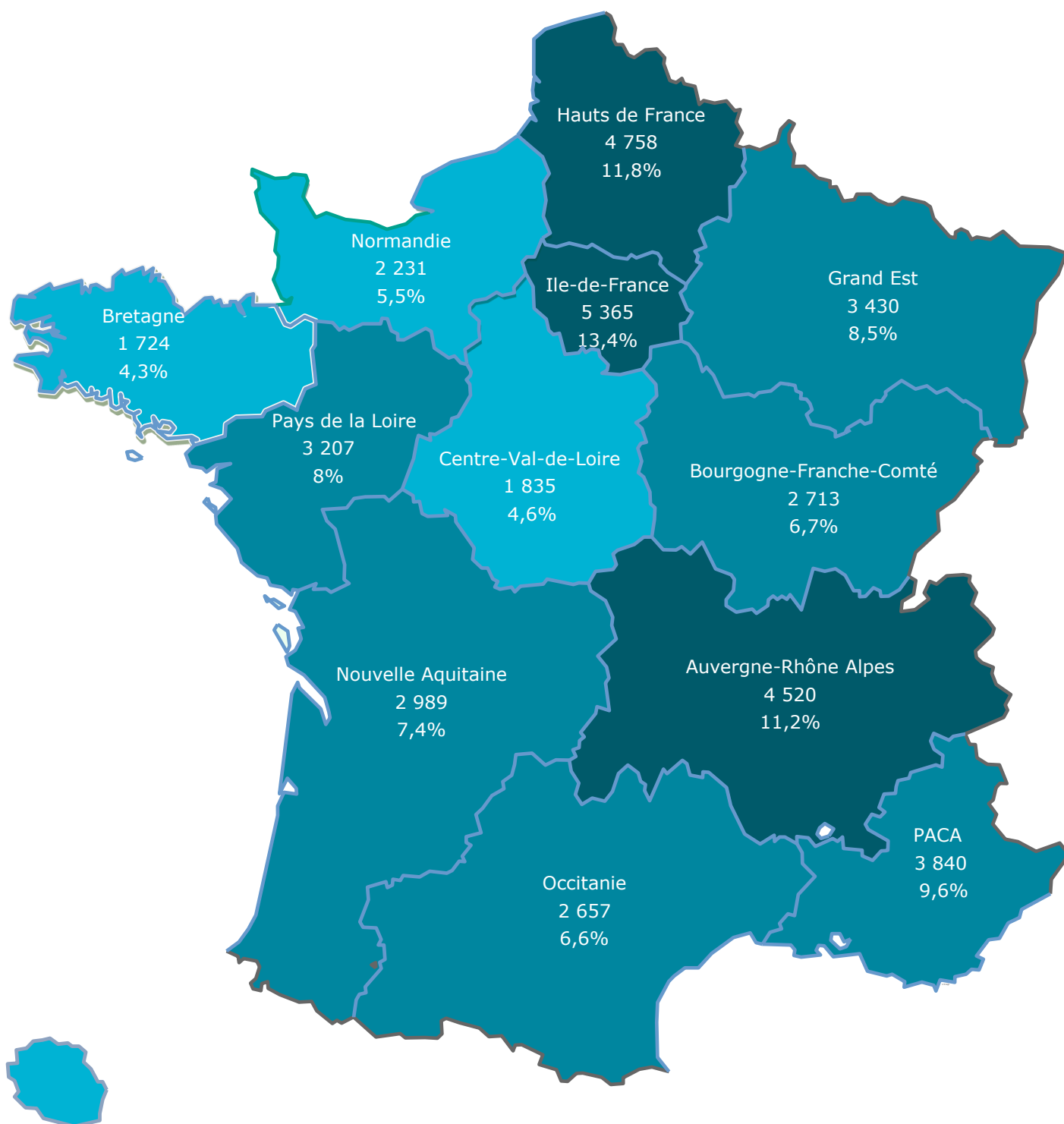
Source : Dares, exploitation des déclarations sociales nominatives (DSN) et des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Nombre de salariés en CDI par âge et par sexe en 2017

Plus des 3/4 des salariés en CDI sont des hommes.



Nombre de salariés en CDI par région en 2017 (part)



La Réunion
893
2,2%

Les données sont trop faibles pour être représentatives dans les autres régions et département d'Outremer

4. ANNEXES

Les intérimaires par tranche d'âge et par région

Région	16 -18 ans	19-21 ans	22-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans	45-49 ans	50-54 ans	55-59 ans	60-64 ans	65-69 ans	TOTAL
Auvergne-Rhône-Alpes	12 555	68 269	53 562	58 407	41 751	33 833	28 155	25 722	19 399	11 307	4 899	1 956	359 815
Bourgogne-Franche-Comté	4 882	25 402	19 072	21 327	15 324	12 675	10 326	9 742	7 231	4 306	1 815	680	132 782
Bretagne	5 168	29 887	21 380	22 450	16 728	13 790	11 530	10 370	7 424	4 551	1 703	538	145 519
Centre-Val de Loire	4 201	24 320	18 390	20 241	14 925	12 128	10 483	9 635	7 195	4 435	1 765	534	128 252
Corse	111	694	476	514	323	290	256	276	260	144	56	22	3 422
Grand Est	6 309	38 265	32 970	38 045	27 304	22 217	18 101	16 232	12 154	7 446	3 110	1 225	223 378
Guadeloupe	91	764	968	1 410	978	718	600	599	491	294	111	< 20 pers.	7 024
Guyane	91	733	765	940	631	526	396	295	260	199	106	40	4 982
Hauts-de-France	7 068	46 583	40 801	46 832	34 029	25 665	19 494	16 641	11 765	6 801	2 115	705	258 499
Île-de-France	7 327	53 467	53 484	70 369	51 463	43 168	37 235	31 187	23 308	14 596	6 040	2 146	393 790
La Réunion	258	2 281	2 403	3 372	2 677	1 747	1 383	1 212	980	472	106	< 20 pers.	16 891
Martinique	90	977	1 031	1 384	916	646	516	558	509	363	109	21	7 120
Mayotte	-	< 20 pers.	< 20 pers.	41	< 20 pers.	< 20 pers.	< 20 pers.	-	< 20 pers.	-	-	-	41
Normandie	4 658	27 721	21 895	24 506	18 118	14 108	11 372	10 224	7 913	4 988	1 825	629	147 957
Nouvelle-Aquitaine	6 446	38 516	32 457	37 952	28 301	23 490	19 673	18 517	14 009	8 647	3 812	1 400	233 220
Occitanie	4 094	28 407	27 071	34 028	25 099	20 455	17 095	15 632	11 872	6 930	2 969	1 052	194 704
Pays de la Loire	7 192	37 506	27 568	29 830	22 513	18 616	15 340	13 522	10 263	5 975	2 132	686	191 143
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3 981	27 017	24 914	30 107	21 683	17 367	14 410	13 640	10 968	6 523	3 010	1 384	175 004
Département non renseigné	71	775	1095	2000	1751	1649	1692	1764	1365	736	260	47	13 205
Total	74 593	451 584	380 302	443 755	324 514	263 088	218 057	195 768	147 366	88 713	35 943	13 065	2 636 748

Les intérimaires par tranche d'âge et par département

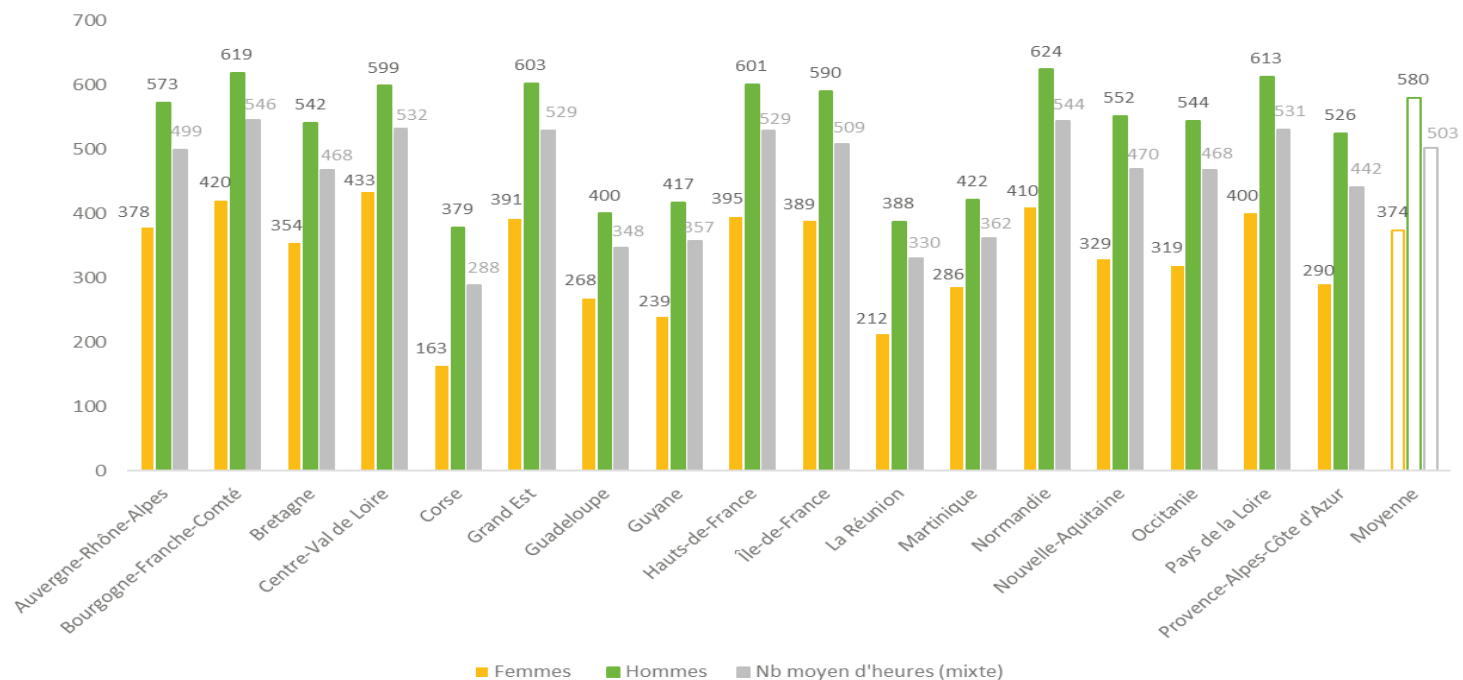
Département	16 -18 ans	19-21 ans	22-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans	45-49 ans	50-54 ans	55-59 ans	60-64 ans	65-69 ans	TOTAL
Ain	1 640	7 438	4 801	4 995	3 799	3 206	2 699	2 463	1 900	1 050	486	167	34 644
Aisne	585	3 875	3 108	3 792	2 826	2 261	1 803	1 683	1 216	784	261	70	22 264
Allier	318	1 996	1 505	1 863	1 438	1 231	1 008	952	722	466	187	68	11 754
Alpes-de-Haute-Provence	140	858	635	791	606	499	456	469	380	221	107	42	5 204
Alpes-Maritimes	720	4 849	4 612	5 779	4 201	3 552	2 873	2 867	2 452	1 540	820	463	34 728
Ardèche	427	2 499	1 761	1 961	1 463	1 184	1 068	993	754	454	158	52	12 774
Ardenne	231	1 421	1 294	1 699	1 314	1 026	813	721	613	383	122	33	9 670
Ariège	72	606	514	646	544	480	451	375	314	197	76	24	4 299
Aube	382	2 156	1 781	2 016	1 511	1 321	1 088	958	778	485	204	102	12 782
Aude	214	1 396	1 312	1 654	1 253	1 138	917	914	730	434	169	58	10 189
Aveyron	234	1 545	1 166	1 194	876	744	654	577	425	258	121	40	7 834
Bas-Rhin	1 641	8 852	7 755	8 860	6 147	5 187	4 256	3 821	2 830	1 634	740	249	51 972
Bouches-du-Rhône	1 787	12 638	11 995	14 068	9 628	7 538	6 207	5 735	4 461	2 665	1 147	502	78 371
Calvados	892	5 640	4 513	4 981	3 772	2 866	2 351	2 056	1 616	986	391	169	30 233
Cantal	148	879	514	585	381	339	313	331	234	157	64	28	3 973
Charente	463	2 466	1 956	2 362	1 770	1 428	1 210	1 141	893	570	240	55	14 554
Charente-Maritime	635	3 686	3 033	3 314	2 799	2 331	1 973	2 015	1 481	933	443	137	22 780
Cher	365	2 187	1 566	1 851	1 380	1 039	913	900	679	435	177	52	11 544
Corrèze	281	1 656	1 202	1 389	1 031	917	759	724	508	320	135	59	8 981
Corse-du-Sud	39	328	212	248	174	163	141	153	145	89	35	-	1 727
Côte-d'Or	741	4 646	3 608	3 941	2 798	2 192	1 820	1 664	1 283	813	376	164	24 046
Côtes-d'Armor	1 160	5 822	3 820	3 828	2 965	2 443	2 122	1 991	1 417	789	350	110	26 817
Creuse	88	528	427	449	323	239	236	219	201	124	68	36	2 938
Deux-Sèvres	744	3 619	2 563	2 778	2 104	1 693	1 381	1 224	915	610	232	78	17 941
Dordogne	443	2 406	1 835	2 060	1 575	1 383	1 154	1 172	873	568	256	94	13 819
Doubs	1 105	5 452	4 096	4 593	3 254	2 641	2 205	1 909	1 375	787	323	117	27 857
Drôme	808	4 804	3 644	3 846	2 781	2 234	1 811	1 837	1 429	803	315	124	24 436

Département	16 -18 ans	19-21 ans	22-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans	45-49 ans	50-54 ans	55-59 ans	60-64 ans	65-69 ans	TOTAL
Essonne	1 169	8 051	7 323	8 882	6 798	5 738	4 965	3 973	2 818	1 741	665	212	52 335
Eure	1 053	5 982	4 299	4 866	3 595	3 017	2 450	2 347	1 791	1 109	414	111	31 034
Eure-et-Loir	612	3 579	2 617	2 810	2 159	1 766	1 531	1 475	1 100	631	235	75	18 590
Finistère	1 002	7 020	5 011	5 290	4 008	3 236	2 731	2 595	1 885	1 251	470	115	34 614
Gard	513	3 562	3 021	3 663	2 683	2 168	1 746	1 705	1 260	757	273	115	21 466
Gers	218	1 138	775	893	701	612	574	601	511	300	160	44	6 527
Gironde	1 452	10 498	10 026	12 178	8 536	6 933	5 604	5 044	3 789	2 225	986	437	67 708
Guadeloupe	91	764	968	1 410	978	718	600	599	491	294	111	-	7 024
Guyane	91	733	765	940	631	526	396	295	260	199	106	40	4 982
Haut-Rhin	850	4 966	4 579	5 315	4 027	3 308	2 702	2 332	1 626	1 012	405	148	31 270
Haute-Corse	72	366	264	266	149	127	115	123	115	55	21	-	1 673
Haute-Garonne	980	7 600	8 555	11 428	7 920	5 993	4 694	3 990	2 910	1 715	745	254	56 784
Haute-Loire	431	1 943	1 194	1 224	885	703	663	625	486	305	103	29	8 591
Haute-Marne	238	1 276	927	1 174	803	669	618	549	395	270	108	44	7 071
Haute-Saône	508	2 408	1 686	1 992	1 389	1 115	882	864	631	352	145	51	12 023
Haute-Savoie	1 358	6 243	4 915	5 284	3 993	3 325	2 740	2 597	1 987	1 272	541	234	34 489
Haute-Vienne	331	2 010	1 708	2 080	1 395	1 241	989	869	628	340	166	55	11 812
Hautes-Alpes	124	677	492	620	511	421	344	326	257	157	71	34	4 034
Hautes-Pyrénées	162	979	926	1 086	900	803	670	672	579	320	144	42	7 283
Hauts-de-Seine	438	3 959	4 585	6 676	4 773	3 779	3 317	2 810	2 145	1 409	633	266	34 790
Hérault	682	5 039	5 151	6 768	4 809	3 819	3 310	2 980	2 268	1 201	537	202	36 766
Ille-et-Vilaine	1 635	10 220	7 805	8 416	5 887	4 808	3 896	3 157	2 243	1 292	491	180	50 030
Indre	337	1 860	1 338	1 419	1 055	896	799	751	619	421	159	36	9 690
Indre-et-Loire	676	4 518	3 931	4 354	3 059	2 520	2 057	1 883	1 472	880	387	153	25 890
Isère	2 234	11 967	9 017	9 597	6 769	5 619	4 681	4 374	3 207	1 866	807	299	60 437
Jura	558	2 582	1 822	1 783	1 241	1 116	886	888	695	459	167	58	12 255
Landes	439	2 349	1 928	2 247	1 896	1 652	1 503	1 472	1 211	737	293	115	15 842

Département	16 -18 ans	19-21 ans	22-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans	45-49 ans	50-54 ans	55-59 ans	60-64 ans	65-69 ans	TOTAL
Loir-et-Cher	672	3 423	2 273	2 611	1 939	1 653	1 468	1 393	1 052	657	280	67	17 488
Loire	1 350	7 495	5 593	5 751	3 996	3 098	2 797	2 513	2 028	1 108	491	175	36 395
Loire-Atlantique	2 160	12 353	9 976	11 632	8 553	6 839	5 587	4 783	3 626	1 987	727	258	68 481
Loiret	1 539	8 753	6 665	7 196	5 333	4 254	3 715	3 233	2 273	1 411	527	151	45 050
Lot	181	977	702	820	571	491	442	423	349	225	110	40	5 331
Lot-et-Garonne	494	2 617	1 970	2 254	1 825	1 478	1 273	1 219	922	574	304	94	15 024
Lozère	-	119	103	106	101	82	65	71	51	35	-	-	733
Maine-et-Loire	1 573	8 086	6 005	6 164	4 672	3 979	3 155	2 588	2 022	1 298	444	140	40 126
Manche	693	3 867	2 907	3 146	2 277	1 801	1 489	1 320	1 105	780	261	99	19 745
Marne	738	4 414	3 792	4 233	3 056	2 307	1 960	1 703	1 269	812	306	135	24 725
Martinique	90	977	1 031	1 384	916	646	516	558	509	363	109	21	7 120
Mayenne	807	3 956	2 605	2 402	1 825	1 599	1 282	1 182	824	487	192	50	17 211
Mayotte	-	-	-	41	-	-	-	-	-	-	-	-	41
Meurthe-et-Moselle	562	4 067	3 564	4 254	2 921	2 340	1 807	1 698	1 199	681	325	144	23 562
Meuse	232	1 346	893	964	679	606	487	476	385	247	87	41	6 443
Morbihan	1 371	6 825	4 744	4 916	3 868	3 303	2 781	2 627	1 879	1 219	392	133	34 058
Moselle	987	7 188	6 305	7 139	5 036	3 941	3 064	2 711	2 050	1 296	567	245	40 529
Nièvre	196	1 217	953	964	777	630	510	519	396	279	95	33	6 569
Nord	2 860	20 001	18 502	20 755	14 468	10 640	7 942	6 417	4 507	2 538	814	308	109 752
Oise	1 056	6 597	5 397	6 253	4 732	3 835	3 125	2 764	1 963	1 172	391	115	37 400
Orne	546	2 757	1 862	1 734	1 347	1 134	928	859	659	409	152	38	12 425
Paris	394	4 146	5 985	9 819	6 264	4 977	4 387	3 940	3 091	2 149	1 014	449	46 615
Pas-de-Calais	1 922	12 151	10 223	11 639	8 796	6 455	4 646	3 943	2 781	1 512	423	127	64 618
Puy-de-Dôme	637	3 972	3 493	4 089	2 866	2 308	1 912	1 800	1 259	725	338	155	23 554
Pyrénées-Atlantiques	638	3 864	3 317	3 890	2 918	2 453	2 133	2 108	1 579	1 028	423	139	24 490
Pyrénées-Orientales	192	1 486	1 542	1 964	1 692	1 396	1 295	1 288	958	575	202	74	12 664
Réunion	258	2 281	2 403	3 372	2 677	1 747	1 383	1 212	980	472	106	-	16 891

Département	16 -18 ans	19-21 ans	22-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans	45-49 ans	50-54 ans	55-59 ans	60-64 ans	65-69 ans	TOTAL
Rhône	2 551	15 887	14 670	16 494	11 391	8 817	6 967	5 799	4 351	2 395	1 095	497	90 914
Saint-Pierre-et-Miquelon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saône-et-Loire	1 033	4 948	3 575	4 004	2 875	2 537	2 081	2 080	1 623	945	444	163	26 308
Sarthe	1 050	5 902	4 253	4 508	3 384	2 680	2 291	2 161	1 625	899	306	87	29 146
Savoie	653	3 146	2 455	2 718	1 989	1 769	1 496	1 438	1 042	706	314	128	17 854
Seine-et-Marne	1 765	10 669	8 423	10 019	7 170	5 976	5 074	4 292	3 178	1 855	661	244	59 326
Seine-Maritime	1 474	9 475	8 314	9 779	7 127	5 290	4 154	3 642	2 742	1 704	607	212	54 520
Seine-Saint-Denis	992	8 068	8 876	11 943	9 029	7 882	6 992	5 794	4 317	2 686	1 146	356	68 081
Somme	645	3 959	3 571	4 393	3 207	2 474	1 978	1 834	1 298	795	226	85	24 465
Tarn	318	2 029	1 780	1 990	1 564	1 406	1 156	1 078	821	523	227	72	12 964
Tarn-et-Garonne	315	1 931	1 524	1 816	1 485	1 323	1 121	958	696	390	191	83	11 833
Territoire de Belfort	217	1 237	1 185	1 472	1 004	823	648	604	418	230	78	28	7 944
Val-d'Oise	1 068	6 976	6 735	8 119	6 243	5 341	4 662	3 738	2 797	1 671	641	209	48 200
Val-de-Marne	605	5 086	5 738	7 690	5 745	4 798	3 996	3 392	2 522	1 615	651	196	42 034
Var	644	4 133	3 896	4 907	3 767	3 019	2 681	2 525	2 077	1 247	561	223	29 680
Vaucluse	566	3 862	3 284	3 942	2 970	2 338	1 849	1 718	1 341	693	304	120	22 987
Vendée	1 602	7 209	4 729	5 124	4 079	3 519	3 025	2 808	2 166	1 304	463	151	36 179
Vienne	438	2 817	2 492	2 951	2 129	1 742	1 458	1 310	1 009	618	266	101	17 331
Vosges	448	2 579	2 080	2 391	1 810	1 512	1 306	1 263	1 009	626	246	84	15 354
Yonne	524	2 912	2 147	2 578	1 986	1 621	1 294	1 214	810	441	187	66	15 780
Yvelines	896	6 512	5 819	7 221	5 441	4 677	3 842	3 248	2 440	1 470	629	214	42 409
Département non renseigné	71	775	1 095	2 000	1 751	1 649	1 692	1 764	1 365	736	260	47	13 205
Total	74 580	451 584	380 302	443 755	324 514	263 088	218 057	195 768	147 366	88 713	35 929	13 039	2 636 695

L'intensité d'emploi en intérim par sexe et par région



Mayotte, population trop faible pour être statistiquement fiable

Si dans toutes les régions, l'intensité d'emploi en intérim des femmes est inférieure à celle des hommes, ces disparités peuvent être plus ou moins fortes.

C'est en PACA que la différence d'intensité d'emploi (en nombre d'heures⁴) est la plus marquée : les femmes y travaillent 235 heures de moins en moyenne par an que les hommes.

A l'inverse, c'est en Martinique et en Guadeloupe que le différentiel d'intensité d'emploi est le plus faible. En Métropole, c'est en région Centre Val de Loire que l'écart entre le volume moyen d'heures travaillées entre les hommes et les femmes est le plus faible (les femmes n'y travaillent « que » 166 heures de moins que les hommes).

⁴ A noter que les résultats seraient un peu différents si calculés en % et non en nombre d'heures. Par exemple en PACA la différence d'heures travaillées est la plus importante (230h de moins), mais les femmes travaillent 55% de ce que travaille un homme. En Corse, les femmes travaillent en moyenne 201 heures de moins que les hommes, mais l'écart en pourcentage avec les hommes est plus grand qu'en PACA car les femmes ne travaillent que 46% de ce qu'un homme travaille.

Les heures travaillées par mois et par région (y compris outre mer)

Région	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Auvergne-Rhône-Alpes	12 065 706	14 460 561	13 713 133	15 617 972	16 331 786	17 175 491	13 956 215	15 634 470	16 524 029	16 402 140	13 694 422	14 053 513
Bourgogne-Franche-Comté	4 696 766	5 615 476	5 306 218	6 248 606	6 449 476	6 823 935	5 605 903	6 684 298	6 879 258	6 845 296	5 534 665	5 742 301
Bretagne	4 505 506	5 414 594	5 320 126	6 064 607	6 243 498	6 515 007	5 514 532	5 806 673	6 065 544	6 087 042	5 295 863	5 295 808
Centre-Val de Loire	4 634 885	5 420 709	5 154 607	5 904 687	6 094 363	6 517 335	5 578 117	5 885 214	6 128 906	6 251 740	5 350 950	5 303 434
Corse	62 500	78 726	78 286	90 869	97 597	104 517	84 914	87 874	89 851	85 269	67 008	58 851
Grand Est	7 765 609	9 277 308	8 789 700	10 185 400	10 583 379	11 194 945	9 797 842	10 701 781	11 071 782	10 980 899	8 878 438	8 968 516
Guadeloupe	179 193	209 694	195 540	193 654	196 076	216 402	242 068	171 106	242 645	201 086	235 181	166 247
Guyane	145 269	129 222	70 416	139 783	136 613	146 571	186 886	151 167	156 139	176 715	185 725	154 284
Hauts-de-France	9 161 594	10 935 154	10 362 142	11 809 002	11 976 322	12 686 339	11 255 621	12 048 540	12 340 329	12 546 774	10 902 057	10 664 545
Île-de-France	13 862 514	16 196 068	15 077 625	17 028 050	17 547 708	18 015 414	16 566 487	17 305 190	17 776 861	17 995 622	16 750 411	16 250 338
La Réunion	391 347	448 230	412 077	470 901	453 882	483 618	533 689	454 330	489 348	531 650	472 666	435 527
Martinique	193 368	235 862	208 306	224 027	214 799	227 477	264 141	213 736	231 031	196 587	222 798	145 276
Mayotte	-	-	5 070	1 671	-	-	-	-	-	-	-	-
Normandie	5 573 140	6 594 044	6 382 135	7 137 760	7 355 578	7 626 716	6 421 815	6 944 550	7 224 501	7 154 486	5 944 450	6 162 636
Nouvelle-Aquitaine	7 302 395	8 863 140	8 556 795	9 596 617	9 976 087	10 373 007	8 760 273	9 613 153	10 001 724	9 978 513	8 337 156	8 293 514
Occitanie	6 299 829	7 461 434	7 104 090	7 880 304	8 140 558	8 510 604	7 259 359	7 807 149	8 233 037	8 261 039	7 070 220	7 117 975
Pays de la Loire	6 968 811	8 378 729	8 199 492	9 247 101	9 291 373	9 443 722	7 345 773	8 610 803	9 181 786	9 246 586	7 731 149	7 908 095
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 303 302	6 201 049	6 021 732	6 749 917	7 024 082	7 370 007	6 593 542	6 532 738	6 788 369	6 828 063	5 912 538	5 944 652
Dpt non retrouvé	577 602	677 825	603 500	731 132	753 048	777 244	659 641	776 356	878 242	877 856	627 256	658 531
Total	89 689 336	106 597 825	101 560 990	115 322 060	118 866 225	124 208 351	106 626 818	115 429 128	120 303 382	120 647 363	103 212 953	103 324 043

Répartition des intérimaires par classe d'âge et par tranche d'heures travaillées en 2017

Nb heures / Âge	16 à 18 ans inclus	19 à 21 ans inclus	22 à 24 ans inclus	25 à 29 ans inclus	30 à 34 ans inclus	35 à 39 ans inclus	40 à 44 ans inclus	45 à 49 ans inclus	50 à 54 ans inclus	55 à 59 ans inclus	60 à 64 ans inclus	65 ans et plus
Moins de 50 h	26 595	129 247	87 701	82 514	51 358	38 566	32 396	29 878	23 105	14 756	7 501	3 547
50 à 99 h	12 647	56 257	39 366	38 879	25 828	19 776	16 250	14 801	11 552	7 294	3 792	1 614
100 à 149 h	10 658	45 802	29 688	29 534	19 632	15 381	12 199	11 096	8 470	5 174	2 550	1 003
150 à 199 h	6 999	34 691	22 865	22 938	15 729	12 274	9 916	8 981	6 492	3 866	1 928	755
200 à 249 h	4 356	25 462	17 942	18 485	12 805	9 981	8 071	7 207	5 297	3 290	1 603	634
250 à 299 h	3 142	21 123	16 060	17 315	12 086	9 535	7 609	6 651	4 959	2 806	1 342	510
300 à 349 h	2 235	17 882	14 894	16 988	11 984	9 302	7 423	6 612	4 835	2 717	1 260	423
350 à 399 h	1 525	13 879	12 023	14 074	9 843	8 053	6 350	5 653	4 062	2 374	1 028	368
400 à 449 h	1 162	11 708	10 918	13 484	9 821	7 752	6 160	5 220	3 839	2 281	957	338
450 à 499 h	886	9 767	10 163	12 796	9 501	7 605	6 044	5 081	3 808	2 186	923	299
500 à 599 h	1 400	16 486	17 495	22 623	16 810	13 653	10 781	9 351	6 764	3 900	1 532	504
600 à 699 h	1 035	13 138	15 285	20 389	15 438	12 615	10 165	8 941	6 350	3 686	1 417	429
700 à 799 h	755	10 712	13 169	17 903	14 183	11 417	9 405	8 247	5 852	3 461	1 270	382
800 à 899 h	428	8 401	10 751	15 379	12 515	10 346	8 437	7 650	5 576	3 283	1 152	340
900 à 999 h	310	6 910	9 340	14 056	11 585	9 701	8 195	7 184	5 421	3 268	1 068	266
1 000 à 1 099h	190	5 634	8 373	12 440	10 615	8 982	7 531	6 795	5 114	2 970	981	268
1 100 à 1 199h	102	4 618	7 133	11 486	9 669	8 392	7 192	6 396	4 801	2 904	850	234
1 200 à 1 299 h	53	3 823	6 297	10 417	8 792	7 876	6 587	6 165	4 578	2 669	769	225
1 300 à 1 399 h	50	3 302	5 795	9 222	8 144	7 328	6 421	5 687	4 376	2 630	664	191
1 400 à 1 499h	24	2 888	5 285	8 789	7 876	7 090	6 089	5 452	4 327	2 487	653	166
1 500 à 1 599 h	< 20 pers.	2 857	5 247	8 663	7 720	6 823	6 080	5 450	4 304	2 513	715	147
1 600 à 1 699 h	< 20 pers.	2 585	4 916	8 392	7 330	6 624	6 046	5 485	4 372	2 629	634	144
1 700 à 1 799h	< 20 pers.	2 148	4 357	7 298	6 433	5 790	5 183	4 853	3 757	2 320	561	123
1 800 à 1 899h	< 20 pers.	1 365	3 060	5 433	4 635	4 220	3 773	3 375	2 671	1 654	404	84
1900 et +	< 20 pers.	906	2 189	4 258	4 195	4 016	3 757	3 557	2 686	1 595	389	104

Afin de traiter les données globalisées, les données inférieures à 20 ont été comptabilisées à 10

REGLES DE GESTION

Règles	Libellé de la règle	Descriptif des règles	Explications	Commentaires OIR / Infhotep
Règle 1	Périmètre des données	Toutes les missions , les intérimaires liés et entreprises liées qui comportent un nombre d'heures déclaré non nul .		Voir règle 6.
Règle 2	Notion de mission	Un "contrat" au sens de l'OIR est décrit par la clé suivante : id_interiminaire&siret_agence&date_debut&nature_contrat	Nous recevons des données à des fins d'assurance basées sur le nombre d'heures déclarées : la notion de "contrat d'intérim" n'est pas gérée dans nos données	
Règle 3	Reprises de données de 2015 : Dates de début	Les dates de début ont systématiquement été redressées au 01/01/2015	De nombreuses anomalies de dates (dates de début de mission / date de fin / date prévisionnelle...) en provenance des flux des ETT et présentes dans les flux de reprise en 2015 ne sont pas fiables : Années aberrantes (début de mission en 1928 ou en 2018...)	Voir règle 12.
Règle 4	Reprises de données de 2015 : Dates de fin	Les dates de fin de mission aberrantes ont été retraitées par exercice : en AAAA, toute date de fin supérieure au 31/12/AAAA est redressée au 31/12/AAAA .		
Règle 5	Reprises de données de 2015 : Date de naissance	Quelques dates de naissance sont également aberrantes (moins de 14 ans, plus de 75 ans...) : dans ce cas les intérimaires ont été classifiés dans les classes inférieures ou supérieures d'âges . Ex : un âge calculé à 1 an est intégré à la classe 16 ans à 19 ans		La date de naissance n'est pas utilisée.
Règle 6	Cohérence des heures déclarées	Un filtre a été positionné sur les heures à 0 : toutes les missions déclarées à 0 heures ont été supprimées du périmètre		Voir règle 12.
Règle 7	Cohérence des heures déclarées	Certains nombre d'heures déclarés sont des rectificatifs : ils peuvent avoir un montant positif ou négatif élevé (plusieurs milliers d'heures associés à un unique Id intérimaire) : Nous n'avons que très peu de moyen pour retrouver les lignes à corriger. Ces heures n'ont pas été redressées : les montants négatifs et positifs s'annulent en général et elles n'impactent que très marginalement les résultats.		A la marge. Pas de redressement en cas de correctif car difficulté de rattachement.
Règle 8	Calcul des âges	Les âges sont calculés annuellement au 31/12 de chaque année (âges par écart d'années)		
Règle 9	Départements et régions	Les régions et départements sont calculées avec les 2 ou 3 (DOM-TOM / Corse) premiers caractères des codes postaux . Les "NPA" n'ont pas été exclus de la base. Les adresses hors de France ont été exclues (rubriques "Département non retrouvés")		
Règle 10	Sexe des intérimaires	Le genre des intérimaires n'est pas nécessaire à l'exploitation des données : nous avons utilisé la "Civilité" de l'adresse des intérimaires pour en déterminer le sexe . Une correction a été apportée lorsque cela était possible avec des données assurances plus fiables.		
Règle 11	Mois de paie	Le mois de paie structure les échanges des ETT avec la branche : les déclarations correspondent aux mois de paies déclarés. Un décalage entre la paie et les dates de missions ont parfois été constatés . Le seul redressement sur le mois de paie a consisté à caler la date au dernier jour du mois afin d'obtenir des dates homogènes dans la base (certains ETT déclarent des mois de paie au 15 du mois...)		
Règle 12	Date de début de mission	Toutes les dates de début de mission inférieures au 01/01/2015 ont été forcées au 01/01/2015		Voir règle 3

Règle 13	Date de fin de mission	Si la date de fin de mission est manquante, que la date prévisionnelle de fin de mission est manquante mais qu'un motif de sortie est renseigné, on intègre le mois de paie comme date de fin de mission Si la date de fin de mission est manquante, que la date prévisionnelle de fin de mission est présente mais qu'un motif de sortie est renseigné, on intègre la date prévisionnelle de fin de mission comme date de fin de mission Pour chaque exercice, la date de fin de mission a été forcée au 31/12 de l'exercice si elle était positionnée dans un exercice futur . En effet, ceci doit permettre de garder la cohérence Dates vs Nbr d'heures (cf. règle sur le périmètre : Nous ne prenons en compte que les heures déclarées de l'exercice).		3 règles de gestion.
Règle 14	Date prévisionnelle de fin de mission	La date prévisionnelle de fin de mission est très peu exploitable : nous n'avons pas utilisé ce champs dans nos statistiques sauf pour corriger une date de fin de mission absente		
Règle 15	Population à plus de 414hrs	Afin de stabiliser la statistique et de la dissocier de la date d'observation, nous comptons ici sur le périmètre considéré, les intérimaires ayant atteint le seuil au 31/12 de l'exercice considéré. Si un intérimaire a atteint le seuil après le 31/12/2016, on ne le compte pas sur l'exercice 2016.	Sur le périmètre de l'exercice considéré, le nombre d'intérimaires ayant dépassés la limite des 414 hrs est variable en fonction de la date d'observation : ainsi, des intérimaires sous les 414 hrs en 2016 peuvent passer au dessus du seuil plusieurs mois après, inversement certains intérimaires étaient au dessus du seuil avant le 01/01/2016.	
Règle 16	Niveau de calcul des indicateurs	Les dénombrements (Intérimaires, Missions) sont réalisés en comptes distincts (Attention, à la bonne interprétation des chiffres : le cumul ne fait pas toujours le total . Pour exemple, un même intérimaire pourra être compté une fois dans chaque mois de paie. Il ne sera compté qu'une seule fois sur l'exercice)		IMPORTANT
Règle 17	Nombre de missions par intérimaire	Pour chaque ID intérimaire , nous comptons le nombre de clé mission distinct SUR LA PERIODE (Mois de paie / Année)		Clé de mission différente de clé de contrat.
Règle 18	Nombre d'employeurs par intérimaire	Pour chaque ID intérimaire , nous comptons le nombre de SIRET Agence distinct SUR LA PERIODE (Mois de paie ou Année selon les cas)		
Règle 19	Ecrêtement des valeurs aberrantes	Tout délai anormalement négatif a été mis à 0 (Ex : Date de fin de mission < Date de début) Les âges aberrants sont ramenés dans les classes d'âges extrêmes.	Incohérences de données : certaines données ne sont pas exploitées pour l'assurance de la branche. Si elles comportent des anomalies, elles ne seront pas rejetées. La priorité est en effet donnée à la gestion assurance. Par ailleurs, notamment en période de reprise ou aux mois de décembre ou janvier, des chargements "correctifs" peuvent être effectués par certains ETT. Ces correctifs ne sont pas forcément identifiables directement et intégrés tel-quel dans la base de déclaration. Vue la volumétrie des bases et des déclarations, ces anomalies n'impactent que très peu les données globales annuelles. (Moins de 1% en général au global)	
Règle 20	Données manquantes	En cas de données manquantes, (Département, genre...) les tableaux comportent une classe "Non renseignées".	idem ci-dessus	

EMPLOIS REPERES DE LA CLASSIFICATION

Article 3. LA GRILLE DE POSITIONNEMENT

La hiérarchie des emplois-repères de la profession et les évolutions proposées au sein de la branche, sont matérialisées sur une grille comportant 13 niveaux de A à M.

Filières :	Niveaux	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M
	Emplois repères													
Commercial	Assistant Cial													
	Cial agence(s)													
	Cial ad comptes													
Recrutement	Assistant recrutement													
	Chargé de recrutement													
	Consultant recrutement													
Emploi	Conseiller emploi													
Management opérationnel	Managers d'agence(s)													
	Resp. secteur / région, ...													
	Directeur opérations													
Gestion opérationnelle	Assistant de gestion													
	Chargé de gestion													
	Resp. gestion													
Support (présentes au siège et en réseau)	Assistant fonction support													
	Chargé fonction support													
	Expert fonction support													
	Resp. fonction support													
	Directeur fonction support													